

# Dialogue social



(PHOTOThÉQUE ROUGE/JMB)

*La conférence sociale qui réunit gouvernement, syndicat et Medef veut faire croire que les dizaines de milliers de licenciements pourraient être évitées en discutant autour d'une table.*

**A**u moment où se concrétise de plus en plus brutalement la suppression de dizaines de milliers d'emplois touchant tous les secteurs, de l'automobile au commerce, en passant par l'agroalimentaire ou les centres d'appels, le gouvernement « prend le temps du dialogue social ».

## UNE GUERRE SOCIALE

Pourtant plus que le dialogue, c'est l'affrontement social qui est à l'ordre du jour. À l'heure des fermetures de sites et des milliers de suppressions d'emplois, le Medef ne s'y trompe pas. Le patronat propose la libéralisation du contrat de travail dont un CDI avec de moindres droits, « les ruptures conventionnelles » collectives,

c'est-à-dire la perte de toute possibilité de contestation des licenciements économiques, ou les accords emplois-compétitivité permettant la réduction du salaire, l'augmentation du temps de travail, la perte de jours de congés ou de temps de pause sans accord des salariéEs. Toujours plus exigeant en matière de rentabilité et de profitabilité, le patronat voudrait imposer l'accroissement

SUITE PAGE 2



(PHOTOThÉQUE ROUGE/MARCO)

## REGARDS

**Marche européenne des sans-papiers, entretien avec Anzoumane Sissoko** Page 2



(PHOTOThÉQUE ROUGE/JMB)

## ACTU

**Ayrault à l'Assemblée, l'austérité sans nom** Page 2



(PHOTOThÉQUE ROUGE/TAOUS)

**RÉUNION NATIONALE DU NPA**  
**Compte rendu** Pages 10-11



**Agenda**

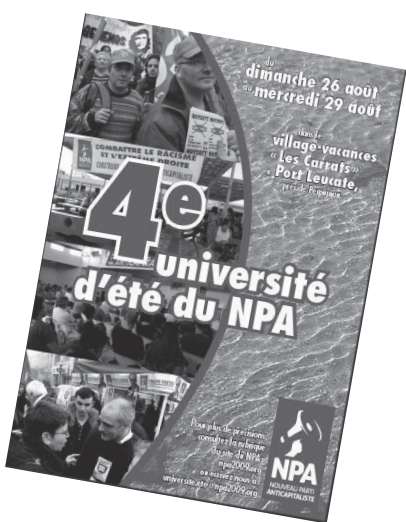
**12 juillet, soutien aux étudiants de Paris 1 poursuivis, rassemblement, Paris.** Quatre étudiants de Paris sont convoqués pour motif disciplinaire (lire p. 12). Un rassemblement de soutien est appelé avec la participation d'Alain Krivine. RV à 8 h 30 au Panthéon.

**15 juillet, repas de solidarité, Pôle emploi, Paris.** Repas en solidarité avec les syndicalistes CNT inculpés après une action dans le Pôle emploi du 11<sup>e</sup> arrondissement. RV à partir de 19 h 30 à la Rotisserie, 4, rue Sainte-Marthe, Paris 10<sup>e</sup>. (lire p. 4)

**27-29 juillet, Festival la Belle Rouge, Saint-Amant.** La Compagnie Jolie-Môme organise son festival la Belle Rouge à Saint-Amant-Roche-Savine (Puy-de-Dôme). Au programme : théâtre, musique, cinéma, chansons, ateliers... Infos : [www.cie-joliemome.org](http://www.cie-joliemome.org)

**29 juillet-5 août, Rencontres internationales de jeunes, Espagne.** Du 29 juillet au 5 août, les jeunes du NPA participent avec d'autres à l'organisation d'une semaine de débats, de formations, d'échanges et de fêtes. Les Rencontres internationales de jeunes sont ouvertes à tous les sympathisants de nos idées ou aux simples curieux qui ont envie d'en apprendre plus sur les rouages du capitalisme, de l'exploitation et des oppressions et surtout sur les moyens politiques que nous avons pour changer cette société. Pour s'inscrire ou pour toute demande : [contact-jeunes@npa2009.org](mailto:contact-jeunes@npa2009.org)

**26-29 août, Université d'été du NPA, Port-Leucate.** Comme chaque année, le NPA fait son Université d'été au soleil. Cette année, le thème central est : « Interroger l'anticapitalisme ». Pour plus de précisions, écrivez-nous à [universite.ete@npa2009.org](mailto:universite.ete@npa2009.org)



**DIALOGUE SOCIAL CONTRE URGENCE SOCIALE**

SUITE DE LA PAGE 1

de la flexibilité du travail. Avec la flexisécurité, c'est-à-dire avec une intensification du travail, des horaires dépendant des carnets de commandes immédiats au détriment de la santé au travail et le non-paiement des heures supplémentaires ou des week-end travaillés. L'État employeur n'est pas en reste. Blocage des salaires, des déroulements de carrière, non-remplacement de deux fonctionnaires sur trois hors secteurs dits préservés (éducation, police, justice), maintien des suppressions de postes à l'hôpital et dans toute la fonction publique territoriale sont à son programme. Pour ce qui est du financement, tout est ficelé par le refus de mise en cause de la dette publique. Cette dette due, pour l'essentiel, à la réduction des rentrées fiscales du fait des cadeaux au patronat et aux plus riches. Du coup, les solutions sont identiques à celles de tous les gouvernements. Pour financer la protection sociale, les retraites : prélèvements supplémentaires au travers d'une hausse de la CSG, des impôts vont pénaliser davantage les salariés. Pour les employeurs, les obligations se limiteront à de vagues négociations sur l'égalité homme-femme, l'emploi des jeunes ou la formation. Quant au contrat de génération, il s'agit une nouvelle fois

d'exonération de cotisations contre de prétendues embauches.

**REFUSER DE CAUTIONNER LES RECULS**

Malheureusement, les organisations syndicales acceptent pleinement de participer à cette imposture. Il ne suffit pas de crier dans les manifestations que « ce n'est pas à Matignon qu'on obtiendra satisfaction », il faut dénoncer cette politique qui tend à faire croire que salariés, retraités, chômeurs, jeunes auraient des intérêts communs avec les patrons du CAC 40. De la même façon, il faut s'opposer clairement à une politique gouvernementale dont les premiers actes ne marquent pas de rupture avec tous les gouvernements qui acceptent la dictature de la finance et du patronat : hausse insignifiante du Smic, blocage des salaires des fonctionnaires maintien du même cadre politique à l'encontre des immigrés, etc. La CFTC, la CFE-CGC et la CFDT sont totalement acquises à cette politique de dialogue social et prêtes, à négocier la flexisécurité, la mise en cause de la retraite par répartition au profit d'un système par points. La radicalité verbale de FO ne résiste pas à la pratique réelle de ses animateurs, plus souvent prêts à la négociation à froid qu'à la mobilisation.

Quant à la CGT, les incertitudes sur la succession de Bernard Thibault ne justifient certes pas la discrétion de la confédération, des fédérations, de la plupart des unions départementales dans les batailles engagées par les salariés de PSA, Technicolor, Fralib, La Poste, Air France et autres.

**CONSTRUIRE LA RIPOSTE**

L'urgence sociale appelle une toute autre politique. L'interdiction des licenciements, le retour à la retraite à 60 ans pour tous, la réduction du temps de travail, l'obligation réelle d'égalité homme-femme, le relèvement de tous les revenus à 1700 euros minimum, ne se négocieront pas avec le Medef, même dans les bureaux de Montebourg ou de Moscovici. Ceux de PSA, de SFR, de Carrefour, etc., pour les 80000 salariés dont les licenciements sont d'ores et déjà annoncés ne peuvent attendre le bilan promis par Hollande dans un an. La responsabilité des organisations syndicales, ce n'est pas le dialogue social, c'est d'organiser la mobilisation, la coordination des luttes, dès maintenant.

Robert Pelletier

**regards**

Propos recueillis par Alain Pojolat

**Marche européenne des sans-papiers, liberté de circulation et d'installation !**

Entretien avec Anzoumane Sissoko, porte-parole de la coordination 75 et du ministère de la Régularisation de tous les sans-papiers et coordinateur de la marche européenne.

**Pourrais-tu tirer un premier bilan à chaud de cette marche européenne ?**  
Tout d'abord, je voudrais dire que l'organisation de la marche n'a pas du tout été facile. Nous en avons eu l'idée vers avril 2011. Il a fallu pratiquement plus d'un an pour tout préparer. Pour moi, honnêtement, notre passage à Hénin-Beaumont a été le déclencheur de l'intérêt pour cette marche. Ça a été quelque chose de très positif pour nous. Que ce soit en Belgique, en Allemagne ou dans le nord de la France, beaucoup de gens nous ont appelés après notre passage là-bas. Cette marche a été très productive pour la cause des sans-papiers, ce qui est symbolique, c'est son aspect européen. Les sans-papiers sont parqués chacun dans un pays, qu'ils ne peuvent plus quitter. Nous, on a bravé ça, on a marché dans sept pays de l'Union européenne, et partout où nous sommes passés nous avons demandé la liberté de circulation et d'installation.

**Quel accueil avez-vous reçu ?**  
L'accueil a été très bon partout, en commençant par la Belgique, où les collectifs belges de soutien aux sans-papiers nous ont accueillis avec des associations laïques, ils nous ont installés dans des lieux locaux, nous avons même pu aller dans une église, mais aucun des maires de l'agglomération de Bruxelles ne nous a reçus. À Liège, ville francophone, nous avons également reçu un bon accueil. Nous avons fait une manifestation très médiatisée.

**Quelles ont été les étapes les plus marquantes de la marche ?**  
Nous sommes allés à Maastricht, ville symbole s'il en est. Tout le monde nous l'avait déconseillé parce que c'est paraît-il une ville facho et qu'on allait se faire taper dessus. Eh bien, nous avons manifesté dans Maastricht, le jour du marché, sans problème ! Nous avons été accueillis par les syndicalistes de Synergie qui nous ont apporté leur soutien logistique. Nous avons tenu une conférence de presse avec les syndicalistes, Die Linke, le Parti socialiste luxembourgeois. Un député européen avait fait le déplacement pour assister à la conférence de presse. Mais l'étape la plus symbolique, c'est sans doute Schengen, célèbre par les accords qui y ont été ratifiés, tout le monde se souvient

de ce qu'il s'est passé là-bas. Nous avons traversé le pont de Schengen qui est au confluent de trois frontières, allemande, française et luxembourgeoise, sans aucune présence policière... ça change de la vie quotidienne ici ! Nous avons ensuite rejoint Florange, où nous avons été accueillis par le maire, ainsi que des syndicalistes et des salariés qui avaient fait la marche de Florange à Paris. Le maire nous a offert une médaille de la ville et nous avons eu de longs et riches dialogues avec ceux qui se battent pour leur emploi là-bas. Verdun était aussi une étape importante, historique, que nous avons vécue avec beaucoup d'émotion. Nous avons rendu hommage aux 50000 soldats inconnus enterrés à Douaumont et aux 150000 soldats identifiés, sans distinction de « race » de nationalité ou de religion.

L'étape allemande, Mannheim, symbolise pour nous le renouveau de la lutte des sans-papiers. Beaucoup de jeunes Allemands se sont intéressés à la marche, comme en Italie et en Belgique d'ailleurs. Nous avons organisé avec eux une grande fête, plusieurs manifestations dans la ville, ainsi qu'à Heidelberg avec les précaires, où nous avons également été très bien reçus. À Fribourg, nous avons rejoint les « no border » que nous avons déjà rencontrés au forum de Dakar. Ils ont fait un travail formidable pour organiser la manifestation de Fribourg. Ensuite, nous sommes entrés en Suisse, accompagnés de 300 personnes qui étaient venues nous accueillir. Après un long arrêt repas sur le poste frontière même, c'est en manifestation que nous avons rejoint Bâle, où nous avons fait une étape devant un centre de rétention, puis le lendemain à Berne, nous avons rejoint la manifestation syndicale de 5000 personnes dans laquelle on nous a demandé de prendre la parole les premiers. Il faudrait aussi parler de l'Italie, de l'accueil formidable des Cobas, mais nous n'avons hélas pas la place ici... Point final de notre marche, Strasbourg le 2 juillet avec une belle manifestation également et une délégation de sans-papiers reçue le lendemain par des députés européens et par le président du Conseil.

**Peux-tu nous rappeler les principales revendications portées par les marcheurs ?**  
Il y a la liberté de circulation et d'installation pour tous, la régularisation globale de tous les sans-papiers, l'abrogation de la directive européenne sur l'immigration, la fermeture des centres de rétention administrative, le respect du droit d'asile, des droits des Roms et l'égalité des droits entre Européens et migrants.



Étape à Hénin-Beaumont. (MARCO)

À SUIVRE SUR  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)



# Ayrault à l'Assemblée, l'austérité sans nom

Lors de son discours de politique générale, le Premier ministre a annoncé une politique qui ne pourra être qu'une politique d'austérité face à laquelle on ne peut pas s'abstenir.

Le 3 juillet dernier, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault faisait sa déclaration de politique générale à l'Assemblée. Un discours long et passablement ennuyeux au cours duquel il a égrené les quelques mesures censées incarner le « changement » : suppression de la TVA sociale, retour à 5,5% de la TVA sur les livres, création d'une tranche d'imposition à 45% et d'une autre à 75% sur les revenus annuels supérieurs à 1 million d'euros, abrogation de la loi instituant les conseillers territoriaux, « proposition » de l'ouverture du droit de vote aux élections municipales aux étrangers présents en France depuis cinq ans, interdiction du cumul des mandats, ouverture du droit au mariage et à l'adoption aux couples homosexuels...

## PRIORITÉ À LA DETTE

Pour le reste, à moins de se laisser abuser par les formules clinquantes comme le « redressement dans la justice » et les affirmations mensongères telles que « je refuse l'austérité » ou encore « les classes populaires et les classes moyennes seront épargnées », tout son discours annonce l'austérité qu'il récuse. Dès les premières minutes, Ayrault a centré ses propos autour de la dette et a fait de sa réduction l'objectif prioritaire de son gouvernement. « Je ne veux pas être de la génération qui aura reporté le poids d'une dette excessive sur ses enfants et ses petits-enfants », argumente-t-il, comme si la responsabilité de cette dette devait être attribuée à l'ensemble d'une génération, à toute la population, et non aux classes dirigeantes et aux gouvernements qui n'ont eu de cesse de servir leurs intérêts. « Il ne pourra y avoir de redressement du pays sans redressement de nos comptes publics », affirme-t-il tout en prétendant mensongèrement que son gouvernement ne serait

pas celui d'une austérité renforcée, ni même de l'austérité tout court.

Ayrault évoque le rapport de la Cour des comptes publié la veille de son intervention en indiquant que le gouvernement partira de ses conclusions pour rectifier en juillet le budget de 2012 puis établir en septembre le budget 2013. Mais il ne cite pas de chiffres. Or ce rapport indique qu'il manquerait 8 milliards d'euros en 2012 pour faire revenir le déficit budgétaire à 3%, et 33 milliards en 2013. Et cela, alors que, d'un autre côté Hollande s'est engagé à faire voter par le Parlement le traité sur la stabilité financière dans l'Union européenne qu'il avait fait mine auparavant de vouloir renégocier.

Après les premiers actes du gouvernement, la hausse dérisoire du Smic et le discours d'Ayrault, il ne peut y avoir aucun doute sur la politique que mènera le gouvernement Hollande, dans la continuité de celle de Sarkozy. Tel n'est pas l'avis de la direction de la CGT qui veut voir dans les propos d'Ayrault une « nouvelle orientation par rapport à la politique du gouvernement Fillon ». Même le leader de la CFDT, François Chérèque, s'est montré moins servile en disant au moins : « c'était la rigueur avant l'arrivée de François Hollande, c'est la rigueur après ». Quant aux députés de gauche, ils ont tous voté la confiance à l'exception des députés du Front de Gauche qui se sont abstenus, tout en continuant à se situer dans la majorité gouvernementale. André Chassaigne, le président PCF du groupe de la gauche démocratique et républicaine, a parlé « d'abstention constructive », insistant au nom de son groupe sur sa volonté « que la gauche réussisse ».



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

On ne peut pas s'abstenir face à l'austérité. Il ne s'agit pas d'une erreur du gouvernement Hollande mais bien d'un choix politique déterminé par sa volonté de servir les intérêts des banques et des multinationales. L'heure est aujourd'hui à construire une opposition de gauche à ce gouvernement afin de

préparer les mobilisations seules à même d'empêcher la dégradation de la situation pour les couches populaires.

**Galia Trépère**



Par **Yvan Lemaitre**

## L'AMITIÉ DES PEUPLES

Le 8 juillet, François Hollande et Angela Merkel se sont retrouvés à Reims pour le 50<sup>e</sup> anniversaire de la réconciliation franco-allemande qui avait, en 1962, réuni De Gaulle et Adenauer. Il s'agissait alors selon De Gaulle d'ouvrir « une porte » vers la construction de l'Europe nécessaire aux classes capitalistes des deux pays. L'amitié franco-allemande prétendait répondre à l'exaspération des peuples sacrifiés sur les champs de bataille des trois guerres qui avaient dressé « les fous d'Europe », selon l'expression de Trotsky, les uns contre les autres. En fait, elle était surtout l'expression des exigences nouvelles des bourgeoisies face à la concurrence internationale, pour sortir du cadre étriqué des frontières nationales et faire face au développement de la production et à l'évolution du monde secoué par les luttes d'émancipation nationale des anciens peuples coloniaux.

« Madame la chancelière [...] je vous propose d'ouvrir, de franchir même, ensemble, une nouvelle porte sur des années qui rendront encore plus étroite l'amitié entre nos deux nations ! » s'est exclamé Hollande. Mais pas plus aujourd'hui qu'hier cette amitié n'a pour souci de répondre aux aspirations des peuples. Elle exprime le choix qui s'impose aux bourgeoisies et aux États pour faire face à la crise de leur Europe. L'Allemagne et la France sont condamnées à s'entendre pour imposer aux autres peuples leurs solutions à la crise, qui passent par le traité budgétaire, l'austérité et la volonté d'imposer une plus grande union bancaire et politique de l'Europe sous la pression de la dette, des marchés financiers et des rapports de forces économiques.

« Le défi qui est devant nous maintenant ne concerne plus seulement la France et l'Allemagne. Il s'étend à l'Europe et au rôle de l'Europe dans le concert des nations », selon l'archevêque qui a accueilli Hollande et Merkel à la cathédrale de Reims. Ce défi béni par l'Église ne vise qu'à sauver leur Europe soumise à la dictature des marchés. L'amitié des peuples, leur solidarité, leur coopération ne pourra venir que d'en bas, de leur révolte pour construire l'Europe démocratique des travailleurs et des peuples.

## Immigration, quelques avancées mais beaucoup reste à gagner

On y voit maintenant un peu plus clair, après les premières interventions de Valls et le discours de politique générale d'Ayrault, sur les orientations du gouvernement en matière d'immigration. Sans surprise, nous avons :

- Quelques avancées, telles que l'abrogation de la circulaire Guéant qui restreignait la possibilité pour les étudiants étrangers diplômés de travailler en France, ou l'assurance donnée par la ministre des Affaires sociales d'un retour à la gratuité de l'Aide médicale d'État. Non négligeable pour les principaux intéressés : ne plus avoir un forfait de 30 euros à déboursier pour se faire soigner, ce n'est pas rien !
- Quelques promesses, dont il faudra voir ce qu'il en adviendra concrètement. Par exemple : « aucun enfant, aucune famille ne seront placés dans un centre de rétention », confirme Ayrault. Pour le moment, cette pratique n'a pas cessé, notamment à Mayotte, où elle est quotidienne.

- Structurellement, la poursuite dans ses grandes lignes de la politique que tous les gouvernements suivent depuis des décennies : la « maîtrise des flux migratoires » comme ils disent. Une ligne annoncée qui conduit à refuser une régularisation massive et à poursuivre les expulsions ; qui, plus généralement, ne permet pas d'escompter une refonte du code d'entrée et de séjour des étrangers : il faut dire qu'on ne pouvait guère attendre autre chose d'un gouvernement social-libéral.
- Mais aussi de sérieuses garanties données à la droite dure, avec le maintien des immigrés dans un ghetto administratif géré par le ministère de l'Intérieur ; une rhétorique classique de la « fermeté » et de l'« humanité » qui a quand même déjà commencé à emprunter davantage au premier registre qu'au second ; enfin des discours contradictoires et trompeurs qui masquent la continuité de la politique migratoire. Au premier chef l'annonce d'un examen des demandes de régularisation sur la base de critères objectifs

et précis... accompagnée d'objectifs annuels et chiffrés (identique à celui des dernières années soit dit en passant) : mais comment parvient-on à connaître à l'avance les résultats d'un examen objectif ?

• Des annonces d'une portée ambiguë qui appellent à la vigilance : ainsi cette carte de trois ans. Si c'est pour se débarrasser de la carte d'un an, fort bien ! S'il s'agit de siphonner la carte de dix ans, le seul titre qui permet une vie « normale », en faisant croire qu'avec trois, on n'est plus pressé de passer à l'étape suivante, il en va tout autrement. Au contraire, l'accès à la carte de dix ans devra être de droit dès le premier renouvellement ; et vraiment de droit ! ce qui veut dire que toutes les restrictions apportées ces dernières années, sous couvert de conditions d'intégration, à l'obtention de cette carte devront être abolies.

Face aux chausse-trappes d'un social-libéralisme qui enrubanne la rigueur et expulse les sans-papiers en y mettant les formes, nous devons

travailler à la convergence et la radicalisation des luttes du mouvement antiraciste traditionnel ou du mouvement des quartiers. Sans renoncer à arracher au PS des concessions (par exemple sur le droit au séjour des étrangers malades qui ne peuvent se faire soigner dans leur pays ou encore sur le sort des « jeunes majeurs » qui deviennent sans papiers à 18 ans), nous ne dévierons pas de notre ligne d'opposition à un gouvernement qui persiste à refuser la régularisation de tous les sans-papiers et se trouve dans l'incapacité de rompre avec une politique discriminatoire à l'encontre des immigrés. Nous garderons pour cap la liberté de circulation et d'implantation, l'égalité des droits.

**François et Syl20**



# Lutter contre le chômage et la répression!

Le 20 mars dernier, le syndicat CNT Culture-spectacle a pris l'initiative d'organiser une permanence syndicale directement dans les locaux de Pôle emploi du 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Cette action visait à rompre l'isolement des chômeurs en les informant sur leurs droits et sur les recours possibles face aux radiations, aux demande de restitution de trop-perçu ou aux difficultés d'inscription. Elle a permis d'aller plus loin en résolvant des problèmes individuels d'usagers présents montrant ainsi que l'action collective et le rapport de forces peuvent permettre de faire avancer les droits des chômeurs! Sous prétexte d'une altercation entre syndicalistes et un usager, trois militants ont été interpellés et inculpés. La solidarité mise en œuvre ce jour-là

a été immédiatement sanctionnée par la répression judiciaire.

## FLAMBÉE DU CHÔMAGE

Le taux de chômage officiel est repassé au-delà des 10% d'actifs en mars 2012 ce qui n'était pas arrivé depuis l'été 1999. Mais cela ne semble être qu'un début tant la vague de suppressions d'emplois risque d'être importante dans les mois qui viennent. Les capitalistes et le gouvernement de «gauche» en France paraissent décidés à accélérer la restructuration de l'économie capitaliste face à la récession annoncée. Ainsi, la CGT évalue à 45 000 le nombre d'emplois supprimés concernés par des PSE (plans de sauvegarde de l'emploi!). Si l'on considère que depuis le début de la crise,

les plans de licenciements représentent moins de 10% des suppressions totales d'emplois, on mesure l'ampleur de ce qui nous attend. Dans le secteur public, le nouveau gouvernement tape plus fort que la droite en promettant une accélération du non-remplacement de fonctionnaires partant à la retraite dans la plupart des ministères. Autant de postes disponibles en moins pour les jeunes et les chômeurs! Ils nous promettaient la fin de la crise mais c'est bien des centaines de milliers de travailleurs privés d'emploi supplémentaires qui vont pointer à Pôle emploi à partir de cet été et dans les mois qui viennent!

Face à l'explosion du chômage et de la précarité, c'est bien tous ensemble que nous pourrions changer les choses. Le NPA sera au côté des

syndicalistes réprimés et pose la question du tous ensemble, travailleurs avec ou sans emplois, pour imposer la fin des licenciements, la diminution du temps de travail et l'embauche massive de personnels dans la fonction publique. Dans ce but, la reconstruction d'un puissant mouvement de chômeurs est plus que d'actualité.

Un repas de solidarité avec les inculpés de l'action à Pôle emploi est organisé dimanche 15 juillet à partir de 19h30 à la Rôtisserie (4, rue Sainte Marthe, Paris 10<sup>e</sup>).

Correspondant

## Le droit à la santé menacé

170 salariéEs et des milliers d'usagerEs seront pénalisés par la fermeture de la clinique CMC de Vinci.

La clinique CMC de Vinci (Paris 11<sup>e</sup>) était un établissement de santé privé conventionné. Le service de gynécologie obstétrique accueillait environ 1 800 accouchements et 38 000 consultations par an. Sa fermeture jette à la rue 170 salariés et porte un nouveau coup à l'accès aux soins de la population du quartier, en particulier les femmes. En effet, elle se produit peu après celle de la maternité de Saint-Antoine (Paris 12<sup>e</sup>, 2 500 accouchements par an). Rachetée par un groupe investissant dans la santé pour faire de l'argent sans y être spécialisé, l'établissement a été de plus en plus mal géré. Les élus au CE, voyant la clinique mise en péril, ont utilisé leur droit d'alerte dès 2009. Mais le directeur a mené une campagne de dénigrement du syndicat (FO), l'accusant de mettre en danger la pérennité de l'établissement. La situation s'est détériorée et la clinique a été placée en redressement, puis en liquidation judiciaire.

Le propriétaire de l'immeuble loué à la clinique, une société dépendant du groupe Bru-Magnier, considéré comme la 173<sup>e</sup> fortune de France, a profité des retards de loyer pour obtenir l'annulation du bail, semblant vouloir récupérer son bien pour faire une juteuse opération immobilière.

C'est alors que la mobilisation s'est enclenchée sous l'impulsion des délégués syndicaux et élus au CE. La mairie du 11<sup>e</sup> arrondissement, puis le conseil de Paris, ont adopté un vœu de modification du plan local d'urbanisme afin contraindre le bailleur à un usage d'intérêt public. La mobilisation était difficile, car une grève dans l'établissement n'aurait en rien permis de faire pression sur le bailleur. Une pétition a été lancée en direction des habitants du quartier, recueillant des milliers de signatures. Des sit-in ont été organisés le midi devant la clinique. Les délégués ont été jusqu'à occuper symboliquement pendant une demi-heure la résidence du bailleur dans le 16<sup>e</sup> arrondissement. Mais celui-ci a refusé de conclure un bail avec le repreneur, jugeant ses garanties insuffisantes.

Bien qu'il dispose de tous les pouvoirs (gouvernement, Parlement, région, mairie), le PS a laissé faire. Car, selon lui, on ne peut pas empêcher le propriétaire d'utiliser son bien comme il veut. Le Front de Gauche, qui fait partie de la majorité régionale et municipale et n'est pas dans l'opposition au gouvernement Hollande-Ayrault, n'a guère proposé mieux. Visiblement, le changement, ce n'est pas maintenant!

Pour nous, le droit des salariés à garder leur emploi et celui de la population à avoir accès aux soins passe avant le droit du propriétaire privé: expropriation sans indemnités ni rachat des propriétaires qui prétendent fermer ou licencier! De même, cette lutte illustre pourquoi il faut arracher la santé des mains des groupes privés et faire fonctionner ces structures sous le contrôle des salariés: leurs représentants s'étaient montrés plus prévoyants que les prétendus experts patronaux.

Pour un vrai changement, il faut s'attaquer à la propriété privée des moyens de production. Le NPA a proposé dès le mois de mars à l'ensemble des partis du mouvement ouvrier et aux syndicats d'organiser une marche nationale contre les licenciements à partir des boîtes en lutte. Face à l'avalanche de plans de licenciements et de fermeture d'entreprise, cette proposition est plus que jamais d'actualité.

Stéphane Andrieu

12 juillet 2012 n°155



Vitry-sur-Seine (94), le 26 juin. Une centaine de parents occupent la rue devant l'école pour réclamer des ouvertures de classes. (DA)

## ÉDUCATION Agissons dès la rentrée!

Alors que l'éducation est la priorité du gouvernement, les recrutements sont loin de couvrir les suppressions programmées et la logique de l'ancien gouvernement est reconduite.

Lundi 9 juillet, s'est ouvert le grand raout «social» d'Hollande. Peu de suspense en réalité puisque le gouvernement semble avoir déjà donné son maximum de gauche avec le «coup de pouce» au Smic et ses priorités en direction des ministères de l'Éducation, de la police et de la justice. Maintenant, le message semble être: «passons aux choses sérieuses»: le poids de l'austérité reposera sur la majorité d'entre nous, les salariéEs.

Les fonctionnaires, et particulièrement les enseignantEs, ont été dans les premiers à bénéficier des attentions du gouvernement. En créant 60 000 postes sur cinq ans par redéploiement, il distribue des miettes à l'éducation en dépouillant d'autres administrations. À force de donner la (relative) priorité à l'école primaire (voir nos articles précédents), Peillon en aurait presque oublié les violentes attaques contre le secondaire portées par le gouvernement précédent.

C'est donc le 26 juin, lors d'une visite au collège Renoir à Asnières (92) qu'il décide d'y remédier. Première grosse annonce: le recrutement de 355 personnels dont 280 enseignantEs.

Si les 1 000 postes pour le premier degré ont pu faire, même brièvement, illusion, cette annonce pourrait être une bonne blague si ce n'était pas les emplois, les conditions de travail et la qualité de service qui étaient directement concernés. Ajouter 280 enseignantEs alors que 8 300 postes supplémentaires sont supprimés pour la rentrée prochaine, voilà comment le gouvernement entend faire de l'Éducation nationale une priorité de son mandat!

### EN FINIR AVEC LA RGPP!

C'est à l'occasion d'une lettre adressée aux personnels de l'Éducation que Peillon rend plus clair son projet: «Dans l'attente de la refondation de notre école et sans remettre en cause les travaux préparatoires déjà effectués». C'est bien le problème: il n'est pas question de revenir sur les réformes mises en place par Darcos et Chatel pendant cinq ans et de rompre avec la logique de réduction du nombre de fonctionnaires, le cadre du socle commun et l'autonomie des établissements. Le gouvernement reste même dans la logique de «sécuriser» les établissements scolaires «les plus soumis aux faits de violence» par la création

d'un «assistant chargé de la prévention et de la sécurité». Ainsi, 500 agents devraient entrer en fonction vers décembre!

Au-delà de la question des postes, de nombreuses réformes ont profondément modifié le secondaire.

### LA GRANDE BRADERIE DANS LE SECONDAIRE!

Les réformes des lycées et du bac professionnel avaient d'abord un enjeu budgétaire par la diminution des horaires disciplinaires. Cela a dégradé dans le même temps la qualité des enseignements et les conditions de travail. Dans les filières générales, avec un nombre globalisé d'heures allouées à chaque établissement, les disciplines se sont retrouvées directement mises en concurrence afin d'obtenir un nombre d'heures suffisant pour chacune d'entre elles. De plus, comme dans le premier degré, l'aide personnalisée se faisant sur la base d'une réduction des personnels, ne peut être qu'un énorme cache-misère. Concernant les contenus, le rétablissement annoncé de l'histoire-géographie en option à tous les élèves de terminale scientifique, avant de redevenir obligatoire, ne peut faire oublier qu'aujourd'hui, au lycée, les élèves sont limités dans leurs choix. De plus, le

gouvernement n'affiche plus l'obligation pour l'État de scolariser tous les jeunes jusqu'à 16 ans.

Dans les lycées professionnels, des filières disparaissent et certains établissements perdent plusieurs centaines d'heures de cours.

Quant aux élèves, ils disposent d'une année de moins pour la préparation du bac pro et leurs conditions d'étude sont dégradées par l'augmentation des effectifs dans les classes.

### FAISONS MONTER LA TEMPÉRATURE

Nous savons que la loi d'orientation pour l'école sera proposée par le ministère à l'automne. Alors que les directions syndicales font le choix d'aller discuter à froid, faisons monter la température! Dès la rentrée, nous devons refuser toute fermeture de classe dans les écoles, toute suppression d'heures d'enseignement dans le secondaire mais aussi toute «refondation» de l'école qui se fasse sur la base du socle commun, de l'autonomie des établissements et de la masterisation!

Denise Sarraute



## MALI Une population en otage



Milices du groupe islamiste Ansar Dine au nord du Mali. (REUTERS / IMAGES)

Depuis le début de la rébellion des Touarègues, en janvier, et le coup d'État du 22 mars, le Mali s'enfonce dans une crise qui traduit la situation de désorganisation et de corruption laissée par une décennie de pouvoir d'Amadou Toumani Touré.

Lors du coup d'État dirigé par le capitaine Sanogo, la Cedeao – qui regroupe les pays de l'Afrique de l'Ouest – avait rapidement ouvert un contre-feu en installant un pouvoir de transition autour de Dioncounda Traoré, président de l'Assemblée nationale. Le but étant d'éviter que les putschistes, soutenus par la gauche radicale malienne du Mouvement populaire du 22 mars (MP22), puissent s'installer durablement aux affaires. Ce pouvoir n'a pas de légitimité, le président Traoré qui s'est fait molester par des manifestants est toujours à Paris, quant au Premier ministre Cheick Modibo Diarra, il ne parvient pas à s'affirmer comme l'homme fort du Mali.

Les présidents burkinabé et ivoirien, Blaise Compaoré et Alassane Ouattara, pour la Cedeao, souhaitent un gouvernement plus inclusif ; c'était le sens de la réunion de Ouagadougou, boycottée par les principaux protagonistes du pays.

Dans la capitale malienne Bamako, les centres de décision sont multiples entre les militaires de la caserne de Kati d'où est parti le putsch, le MP22 qui garde une forte capacité de mobilisation des populations et le gouvernement de transition qui a le soutien de la Cedeao, même si les relations se dégradent au fur et mesure.

### LE NORD S'ENFONCE DANS L'OBSCURANTISME

Les Touarègues, du mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), qui avaient lancé leur offensive et, avec l'aide

des islamistes, mis en déroute l'armée malienne, se sont retrouvés peu à peu marginalisés par leurs anciens alliés. Ils avaient même tenté une fusion avec Ansar Dine, un autre groupe islamiste, qui avait échoué sur la question de la Charia. Son affaiblissement est dû principalement au manque de discipline de ses hommes qui, dès le début de la prise des villes, notamment à Gao, se sont livrés à des pillages et des viols et, à l'absence de soutien des autres communautés comme les Peuls ou les Songhaïs. Son manque de financement et d'armement lui a été fatal et a permis au Mujao (Mouvement pour l'unicité du djihad en Afrique de l'Ouest), de l'expulser militairement de Gao, son dernier bastion. Ainsi le MNLA se retrouve-t-il marginalisé et a dû se replier des deux côtés du fleuve Niger, en Hombori, et le long de la frontière mauritanienne.

Désormais les deux tiers du territoire du Mali sont aux mains de groupes islamistes créant une situation dramatique pour les populations soumises à la Charia avec une interdiction de mixité dans les lieux publics, d'écouter la musique, de regarder la télé, de jouer au foot. Les femmes doivent être entièrement voilées, des châtiments corporels sont infligés à ceux qui enfreignent les lois. Du côté social et sanitaire, les conditions s'altèrent : difficulté d'approvisionnement en médicaments, mais aussi en énergie et en eau ; ainsi, à Gao le choléra a fait son apparition, tuant deux personnes. À Tombouctou, les islamistes profanent des lieux saints. Sur les seize mausolées,

sept ont été endommagés, la porte sacrée de la mosquée de Sidi Yahya a été complètement détruite. Leur but est d'accentuer l'oppression sur une population qui pratique un islam tolérant, d'obédience malikite intégrant les coutumes locales.

### LE BELLICISME DE LA FRANCE

La France se comporte en chef de file des partisans d'une intervention militaire. Les soldats français entraînent les troupes de la Cedeao. Paris a déposé une résolution au Conseil de sécurité de l'ONU autorisant de déploiement de forces armées, celle-ci a été repoussée. En effet, les USA ne considèrent pas la situation malienne comme un danger direct pour leur sécurité, de plus ils émettent de sérieux doutes sur les capacités militaires de la Cedeao, en l'absence de l'acteur majeur dans la région, l'Algérie, pays qui refuse une ingérence étrangère, a fortiori de la France, dans cette région. Alger considère que la phase de discussions et de négociations n'est pas encore épuisée et continue à déployer une intense activité diplomatique. Nombreux sont ceux qui considèrent qu'une intervention militaire ne peut résoudre durablement la situation dans le Nord tant que la crise sociale et politique au Mali, provoquée par des décennies de politique du FMI, ne trouve pas une solution qui soit satisfaisante pour les populations.

Paul Martial

## SYRIE Une guerre contre le peuple

Le peuple syrien est le grand absent des tractations entre les pays impérialistes.

La coordination révolutionnaire de la ville de Salamieh a titré sa page internet comme suit : « L'augmentation de la souffrance signifie l'approche de la délivrance ». Cette phrase traduit clairement la situation actuelle de la lutte du peuple syrien pour sa liberté.

En effet, la dictature mène une vraie guerre contre les masses, à un degré tel qu'il est fort difficile d'établir un rapport quotidien des événements qui ponctuent les luttes : manifestations, grèves, affrontements militaires, bombardements des villes et villages, assassinats ciblés par les forces armées du régime, blocages des quartiers et villes et invasion des villes rebelles par l'armée gouvernementale.

La dernière en date est Douma, à proximité de la capitale, une ville de 500 000 habitants, assiégée depuis quelques semaines et bombardée pendant quinze jours. L'armée l'a investie le 30 juin. Les rues ont été jonchées de cadavres. L'armée s'est livrée à des exécutions sommaires et à des arrestations massives contre les rares populations qui n'ont pas pu ou voulu quitter leur ville. Cette dernière est quasiment détruite et une épidémie ravage cette ville fantôme. Ce macabre spectacle est le sort réservé par la dictature à toute ville ou quartier osant se rebeller. Mais l'entrée des forces armées d'Assad dans la ville révolutionnaire de Douma a coïncidé – certainement selon un calcul de l'oligarchie – avec la tenue de la réunion de Genève le 30 juin réunissant les grandes puissances membres du conseil de sécurité de l'ONU, le Qatar, l'Irak et la Turquie.

Les pays impérialistes se sont mis d'accord sur une transition politique gérée par les « Syriens eux-mêmes » selon la déclaration finale, tout en soulignant leur soutien au plan Annan, du nom du représentant de l'ONU en Syrie. Les divergences entre les prédateurs impérialistes concernant les mécanismes de cette transition « politique » ont été vite débâllées sur la place publique : pour les Américains et leurs alliés celle-ci se fera sans Bachar Al Assad, en revanche, les Russes et les Chinois conçoivent cette transition avec ce dernier.

Mais la troisième réunion des « Amis de la Syrie » qui regroupe la coalition USA et ses alliés et qui s'est tenue à Paris le 6 juillet a insisté sur le soutien au plan Annan et la transition en vertu « du chapitre VII de la charte de l'ONU » à savoir le recours à la force. Kofi Annan lui-même a déclaré dès le lendemain qu'il n'avait « pas réussi sa mission » en Syrie, mais qu'il ne l'abandonnait pas. Dans ce manège de tractations des puissances impérialistes les intérêts du peuple syrien révolté et massacré sont les grands absents.

Un fait majeur s'est fait jour ces derniers mois : la conscience révolutionnaire de masse, exprimée à travers les slogans et les tracts des manifestations quotidiennes, s'est débarrassée d'une illusion du salut par une intervention militaire extérieure. Elle s'est également débarrassée de toute illusion concernant la crédibilité du Conseil national syrien (CNS) (libéraux et frères musulmans) ou du Comité de coordination pour le changement démocratique (CNCCD – éléments de partis de gauche nationaliste et quelques personnalités libérales) ou encore du Forum démocratique (personnalités transfuges du CNCCD).

La réunion d'unification de l'opposition qui s'est tenue au Caire les 2 et 3 juillet à la demande de la Ligue des États arabes n'a eu aucun écho dans le mouvement révolutionnaire des masses. D'autant plus que les documents qui y ont été adoptés sont restés sans lendemain. Dès le 4 juillet, 64 membres de la commission générale du CNS ont dénoncé cette réunion, tout comme une déclaration publiée le 7 juillet au nom des jeunes du CNCCD.

Les masses, qui subissent pourtant la barbarie d'une dictature qui pratique la politique de la terre brûlée et une guerre totale, ont repris une confiance indéniable dans leur capacité à renverser le régime par elles-mêmes. Damas et ses environs connaissent une grève générale bien suivie, pour la deuxième fois en un mois, depuis le 7 juillet. Le slogan suivant résume cet état d'esprit : « Au monde entier : nous ne sommes pas une opposition, nous sommes un peuple qui veut sa liberté et sa dignité. »

La révolution populaire syrienne avance sur le chemin de la victoire.

Ghayath Naïssé

## Élections au Mexique et lutte contre la victoire frauduleuse de Peña Nieto

Nous savions déjà que la fraude électorale se préparait, que le régime oligarchique néolibéral dominant était incapable de dégager un consensus.

50 millions d'électeurs sont allés voter et la manipulation a commencé dès l'enregistrement des résultats qui donnaient plus de 18 millions de voix à Peña Nieto, 16 millions à Lopez Obrador, 12 millions à Josefina Vazquez Mota et 1 million à Quadri.

L'immense majorité a voté contre le parti qui a gouverné pendant douze ans. Le PAN (Parti d'action nationale, de droite) perd presque tout au niveau fédéral. Mais il n'y a pas encore de résultats définitifs au niveau national. « Nettoyer » le scrutin ne sera pas chose facile, mais il faut le faire.

Au Mexique, la participation politique et sociale est intense. Diverses luttes sociales continuent malgré des difficultés internes ou de définition stratégique.

Les peuples résistent à la prétendue modernisation qui les écrasent. Les jeunes se lèvent, indignés par la victoire frauduleuse de Peña Nieto, et descendent dans la rue.

Contre tout cela s'est dressé un fort mouvement social (Morena) et un jeune mouvement étudiant (Yosoy132) a émergé.

Nous devons ajouter de nouvelles forces sociales à celles accumulées dans ce processus électoral, pour continuer à lutter contre la victoire frauduleuse de Peña Nieto, contre le néolibéralisme et contre un système capitaliste qui produit et reproduit inégalités, misère, exclusion, exploitation, aliénation et oppressions diverses. Et pour cela, on ne peut pas compter sur le PRD (Parti de la révolution démocratique), dont les dirigeants sont complices du système ni sur les autres partis institutionnels soi-disant de gauche.

La campagne de Lopez Obrador s'est appuyée sur Morena et sur beaucoup d'organisations (parmi lesquelles le SME, syndicat des électriciens mexicains, joua un rôle important dans le centre du pays), parfois contre le PDR et les autres partis.

C'est pourquoi les membres de l'aile gauche de Morena doivent réfléchir à la nécessité de construire une autre gauche politique, un parti anticapitaliste avec une perspective socialiste, pour continuer une lutte historique qui ne se limite pas à gagner des places politiques ou à la simple alternance, car il faut réaliser une transformation profonde et radicale au Mexique pour en faire une nation vraiment souveraine, libre, démocratique, égalitaire et sans exploitation.

Nous devons continuer à lutter contre cette victoire imposée qui nous submerge de rage, d'indignation, de courage. Mais nous devons transformer cette

colère en lutte politique. Et pour cela, nous avons besoin d'autres outils politiques. C'est une des discussions qu'il faut engager. Peut-être que les sourires de satisfaction du PRI ou des autres partis institutionnels dits de gauche vont encourager cette discussion parmi les Morenos, les encourager à agir. Car nous ne ferons plus de politique au service de ces partis et bureaucrates.

Nous avons d'urgence besoin d'une organisation politique du peuple et des travailleurs (OPT), d'un parti révolutionnaire des travailleurs (PRT). Il faut rejoindre Morena pour former un autre PRD, qui a abandonné les luttes sociales pour des luttes pour les postes ! L'aile gauche de Morena doit tirer ses conclusions, et si elle veut continuer à être de gauche, s'organiser en tant que telle.

José Martinez Cruz, André Lund Medina  
(Lire aussi page 9)



# Licenciements, suppressions de postes L'urgence d'

À l'occasion de la Conférence nationale du NPA des 7 et 8 juillet, une commission d'une cinquantaine de camarades s'est réunie autour des questions posées par les fermetures de sites et les licenciements. Les débats se sont centrés autour de l'accélération de la mise en œuvre de la fermeture du site PSA d'Aulnay et des 5 000 suppressions de postes engagées à Air France. Dans tous les secteurs, la crise fournit le prétexte à l'accélération des restructurations prévues de plus ou moins longue date. L'ampleur de la crise pousse les entreprises, voire des branches entières, à des restructurations profondes. Faire payer la crise aux salariéEs et aux classes populaires, cela signifie à la fois bloquer les salaires, les pensions, tous les revenus, mais aussi détruire des dizaines de milliers d'emplois. Les licenciements et fermetures de sites comme les suppressions d'emplois dans les fonctions publiques sont au centre de cette politique. Il s'agit, d'un côté, d'accroître la rentabilité des outils industriels et, de l'autre, de réduire les coûts de la formation, de l'entretien et de la réparation de la force de travail. Les conséquences sont tout aussi brutales : accroissement des charges de travail, de la pénibilité, des horaires décalés et de nuit, de week-end. Avec les conséquences sur la santé, l'accroissement des accidents, des maladies professionnelles, des suicides. L'enjeu des confrontations, des luttes ou de la conférence sociale est la modification des fondements du contrat de travail. Flexisécurité, accords emplois-compétitivité, généralisation des ruptures conventionnelles, abaissement des droits liés au CDI, voilà le programme du Medef. La riposte doit être à la hauteur. Cela montre l'urgence d'une mise en commun, d'une coordination des luttes encore trop éclatées. Mais aussi des revendications qui favorisent cette mise en commun, cette généralisation. Les batailles pour l'interdiction des licenciements, des fermetures de sites doivent nécessairement être associées aux luttes pour la réduction du temps de travail, à la baisse des cadences et des charges de travail, à la suppression du travail posté, de nuit, de week-end, au respect de la santé et de la sécurité au travail.

## Air France

### Trahisons syndicales sur fond d'attaque patronale massive!

Dix jours de congés et RTT en moins, blocage des salaires, attaque de l'ancienneté produisant une baisse de salaire de plus de 10% sur les années à venir, annualisation du temps de travail avec des semaines de 43 heures, changement d'horaires prévus trois jours à l'avance, mutations forcées, restructurations, fermetures de hangars avion, sous-traitance d'activités... voilà la situation d'Air France. 5 000 suppressions d'emplois s'ajoutent aux 4 000 qui ont eu lieu ces dernières années, sur un effectif de 60 000 salariés au départ... mais pas de « licenciements contraints », ce qui permet au gouvernement d'applaudir ce plan patronal d'envergure. Une industrie en crise? C'est ce que raconte la direction d'Air France. Mais les faits sont têtus, 1 milliard d'euros d'investissements l'an passé, 600 millions prévus pour refaire les cabines d'avion, alors qu'elles ont été refaites il y a quatre ans et que les avions sont pleins à craquer de passagers, avec les billets les plus chers du secteur... Et pourtant, le trafic aérien augmente (6% par an). Mais Air France ne dégage pas assez de profits avec cette expansion colossale, il faut encore plus de capitaux pour financer l'absorption des concurrents, acheter les avions, étendre le réseau au niveau mondial. Objectif : être numéro un du secteur, au prix de nouvelles alliances capitalistiques, la dernière étant la création d'une co-entreprise avec Etihad, la compagnie des Émirats arabes unis, qui permettra d'obtenir dollars et pétrole moins cher (le nerf de la guerre). Il faut donc faire travailler plus, payer moins et supprimer des emplois. Ce plan a été annoncé le 21 juin et le volet personnel au sol a été approuvé par trois syndicats le 6 juillet : CGC, CFDT et FO. Au bout de trois mois de négociations secrètes, desquelles était écarté SUD Aérien (qui a obtenu 10,5% des voix au sol, mais seulement 8,5% avec les navigants, et n'est donc pas « représentatif ». Les navigants ont d'autres textes qui seront soumis courant juillet. Le texte final n'est d'ailleurs toujours pas connu des salariés : seules 98 pages d'attaques ont été communiquées par SUD aux salariés sur la base de documents provisoires obtenus par des voies non officielles. Seul SUD Aérien a appelé deux fois à la grève contre ces accords, le 21 juin et le 5 juillet. Dans le secteur industriel, la mobilisation a été enclenchée sur fond de stupeur et d'incrédulité des salariés. La CGT a expliqué de son côté que les travailleurs n'étaient pas prêts à annuler

les congés et à partir dans une grève de trois semaines en brûlant les palettes à l'entrée de l'entreprise, et qu'il convenait donc de... ne rien faire!

Une CGT qui a gardé le secret elle aussi sur le calendrier des négociations, et a finalement appelé à l'action le vendredi 6 juillet à 14 heures, alors que les syndicats avaient déjà signé et que les salariés partaient en vacances!

L'Unsa de son côté voulait signer, mais la pression de la base et la menace d'une démission collective des délégués et mécanos adhérents l'a fait reculer.

Après la stupeur, la pression a commencé à monter, pour l'instant essentiellement dans le secteur de la maintenance avion (9 000 salariés) où SUD est bien implanté (25% des voix). Des assemblées ont commencé à se réunir régulièrement, regroupant plusieurs centaines de mécanos en colère. Jusqu'à cette scène hallucinante jeudi 5 juillet où les mécanos de Roissy, à l'appel de SUD et de la CGT locale, sont partis à 200 en manifestation vers les locaux où sont situés les bureaux centraux des syndicats, pour leur demander de ne pas signer ce texte, d'attendre au moins la rentrée pour que les salariés soient bien informés et consultés avec, par exemple, un référendum (le principal syndicat des pilotes en organise un). En effet, ce sont tous les salariés qui doivent trancher et non des syndicats qui ne regroupent qu'une minorité, plus ou moins informée ou manipulée.

Arrivés sur place, ils ont découvert l'immeuble gardé par les CRS, qui protégeaient l'entrée des locaux. Avec les officiers des RG qui ont fait office de diplomates, pour demander aux syndicalistes de venir discuter avec les salariés!

Trahison massive, les cartes ont commencé à voler, plusieurs collectifs de salariés en désaccord se sont créés, avec le soutien de SUD.

Nous n'en sommes qu'au début de l'application du plan, d'autres attaques se préparent, sur les horaires, la mobilité... Les secteurs de maintenance et d'assistance piste vont subir de plein fouet ces attaques, et des mobilisations vont donc se poursuivre, cet été et à la rentrée de septembre, sur l'emploi, le temps de travail, et sur les salaires, car les fins de mois sont toujours aussi difficiles et vont l'être de plus en plus. Affrontements où les salariés d'Air France devront trouver des alliés, salariés soumis aux mêmes attaques.

**Joël Le Jeannic**



Le 5 juillet, les locaux des syndicats sont gardés par les CRS, empêchant l'accès aux salariés. (DR)



# de postes, fermetures de sites le la riposte

## Automobile

### PSA, l'heure de vérité

Le temps « normal » de l'industrie automobile européenne depuis 30 ans est celui des restructurations. Après les fermetures des usines de montage de Renault Vilvoorde, Opel Anvers, Fiat Termini Imerese, l'usine de PSA à Aulnay se trouve à son tour menacée de fermeture.

Depuis plus d'un an, alors que les plans de PSA avaient été dévoilés par le syndicat CGT de l'usine, la direction patronale ruse en différant l'annonce. Seul le ministre Montebourg s'interroge encore sur la réalité de cette décision.

Certains opposent le « bon » capitalisme industriel d'antan au capitalisme financier mondialisé d'aujourd'hui. PSA remet les pendules à l'heure : l'actionnaire de référence du groupe est constitué depuis plus d'un siècle par la même famille, les Peugeot. Jusqu'à cet hiver 2012 elle avait refusé toute fusion avec plus gros. Renault satellisé par Nissan ou Fiat recentrant son activité autour de Chrysler ont fait des choix différents.

PSA s'est retrouvé en retard dans la voie de l'internationalisation, comparé, par exemple, à Renault. En 2009, 73% de la production totale de Renault était réalisée hors de France, contre 62% pour PSA. Pour investir davantage dans les nouveaux pays de conquête automobile, les ressources nécessaires sont à trouver dans le profit réalisé grâce aux travailleurs des usines européennes. Jamais, en 2012, les firmes automobiles n'auront, dans le monde, produit et vendu autant de voitures. Tant pis pour le dérèglement du climat et tant mieux pour les profits !

PSA a conclu une alliance avec General Motors en mars 2012. Arrivée de GM dans le capital de PSA, plans des bureaux d'études échangés, achats mis en commun, logistique partagée, et restructuration coordonnée des appareils de production en Europe : cette alliance se fixe comme objectif encore plus de suppressions d'emplois et de fermetures d'usines. Autant être prévenus ! Toutes les usines sont concernées. PSA Rennes est menacée par le déplacement de la production du véhicule

successeur de la C5 à Opel Russelheim. La fabrication des petits modèles fabriqués à Russelheim devrait être déplacée à Ellesmere Port en Grande-Bretagne ou Gliwice en Pologne. L'usine Opel de Bochum fermerait. La fabrication des moteurs à PSA Tremery pourrait être mise en concurrence avec Opel à



Paris, le 28 juin. Rassemblement des salariés de PSA devant le siège du groupe.

Kaiserlautern. L'usine de boîte de vitesses de GM à Strasbourg est mise en vente.

Après plus d'un an d'enfumage, la direction de PSA n'a pas encore dévoilé tous ses plans. En attendant, PSA laisse fuiter dans la presse économique des informations sur l'état de ses finances justifiant des mesures encore plus violentes contre les salariés. Intox ou pas, il est sûr que c'est un chantage pour faire accepter encore plus de suppressions d'emplois et quémander quelques nouvelles subventions publiques.

Le journal *La Tribune* parle même de risque de faillite. Chiche !

Aux appels au secours de la famille Peugeot, la seule réponse qui conviendrait est celle de son expropriation. Car des milliards d'euros, il y en a, à l'abri dans des holdings financiers mis en place pour contrôler dans l'opacité les activités industrielles.

En 2007, quelques mois avant l'irruption de la crise, 40% du bénéfice de PSA a été distribué en dividendes aux actionnaires, en grande partie directement versé à la famille Peugeot. Il a été suffisamment reproché au gouvernement Sarkozy d'avoir renfloué les banques au plus fort de la crise pour tolérer aujourd'hui de nouveaux sauvetages de ce type.

L'urgence est bien à la construction de la riposte pour empêcher l'application des plans de la direction de PSA. Le rassemblement devant le siège de PSA à Paris, le 28 juin, témoigne d'une progression de la mobilisation parmi les salariés d'Aulnay, d'une expression de la solidarité s'étendant aux autres usines du groupe PSA en France et en Espagne, et de message adressé par les travailleurs d'Opel Bochum eux aussi confrontés à la menace de fermeture de leur usine. En retour, le message adressé par la CGT de l'usine PSA de Mulhouse aux salariés Opel de Bochum témoigne de l'intérêt à tisser ces liens d'information et de soutien par-delà les firmes et les pays.

La direction de PSA attend la mi-juillet et les congés pour enfin rendre public son plan. Cette manœuvre ne suffira pas à étouffer la construction de la riposte.

Une grève imprévue des intérimaires de la peinture a réussi à bloquer près de la moitié de la production de l'usine, exemple de résistance des salariés non inscrite dans les plans de ceux qui dirigent.

La fermeture annoncée de l'usine d'Aulnay peut, au-delà de l'usine, du groupe PSA et du secteur automobile, cristalliser l'urgence à coordonner les luttes, à lutter ensemble contre les licenciements et les suppressions d'emploi. C'est un objectif à construire, dès maintenant.

Jean-Claude Vessillier

## Télécommunications

### Panne technique et liquidation d'emplois

Comme dans tous les secteurs économiques et industriels, la sauvegarde ou la restauration de la compétitivité sont les arguments invoqués pour justifier les plans sociaux les plus brutaux. Reste à trouver les explications à des problèmes de compétitivité. Dans le secteur des télécoms, c'est facile : c'est la faute à Free.

Il faut dire que pendant des années, ce secteur a servi de vache à lait pour les grands groupes de communication que sont Bouygues ou Vivendi. Le secteur des télécommunications a connu un développement rapide qui s'est accéléré à partir de la deuxième moitié des années 1990, avec l'apparition du GSM et de l'Internet. Mais la croissance réelle du secteur s'est rapidement transformée en une gigantesque bulle financière qui a été à l'origine de l'une des pires crises sectorielles qu'ont connues les économies modernes. Les formidables investissements rendus nécessaires par la course à l'évolution technologique (UMTS, 4G) sont contradictoires avec la recherche des profits immédiats. Pourtant, France Télécom (maman-mère

d'Orange) va verser 3,7 milliards d'euros de bénéfices à ses actionnaires au titre de l'année 2011. Le plus surprenant c'est que ces groupes géants, grands défenseurs de la concurrence libre et non faussée, se prétendent victimes de la concurrence « déloyale » de Free, dernier arrivé sur le marché de la téléphonie mobile. Free est dénoncé pour une politique sociale pire que celle des autres opérateurs et pour s'appuyer sur le réseau de France Télécom. Ces groupes sont pourtant les spécialistes de conditions de travail dégradées notamment dans les centres d'appels largement externalisés et illustrées par les suicides à France Télécom.

Ainsi, dans ce secteur comme dans d'autres, les suppressions d'emplois sont liées à l'intensification du travail. Les organisations syndicales redoutent la suppression de 60 000 emplois directs ou indirects. Le 15 mai, Bouygues affirmait n'avoir perdu que 210 000 abonnés au premier trimestre et, lors de la présentation des résultats annuels 2011 à la fin février, Martin Bouygues avait souligné que les charges de personnel ne

représentaient que 12% des coûts de l'opérateur. Et pourtant, la filiale de Bouygues a présenté mardi 3 juillet, en comité central d'entreprise, un plan de départs volontaires portant sur 556 postes et a prétendu ne procéder à aucun licenciement. De même, chez SFR, la direction annonce une restructuration dans laquelle les syndicats redoutent un impact de l'ordre de 10% des effectifs (10 245 à fin 2011), soit entre 800 et 1 200 suppressions d'emplois. Pourtant, selon la CFDT de SFR, « la masse salariale ne représente que 4,5% du chiffre d'affaires de l'entreprise ». « Même si on virait tout le monde, la société ne gagnerait pas beaucoup plus d'argent ! » assure-t-il.

La « panne » d'Orange de la semaine dernière a révélé l'extrême dépendance aux réseaux de communication privatisés. Au-delà de l'indispensable refus de tout licenciement et suppression de poste, c'est aussi la question d'un service public des télécommunications qui est posée.

Correspondant



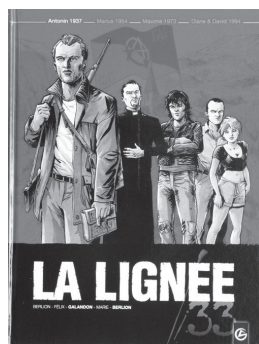


<http://marche-europeenne-des-sans-papiers.blogspot.fr>

Du 2 juin au 2 juillet, les sans-papiers en lutte ont traversé l'Europe pour alerter la population et le Parlement européen sur leur situation, lors d'une marche organisée par la Coalition internationale des sans-papiers et migrantEs.

De la France à la Belgique, en passant par la Suisse, l'Italie ou encore les Pays-Bas, les marcheurs, accompagnés de leurs soutiens, ont fait escale à Bruxelles, Maastricht, Turin, Schengen, et ont poursuivi leur périple jusqu'à Strasbourg.

Depuis 2008, les travailleurs sans papiers se battent pour être reconnus et traités dignement. (lire aussi p. 2)



BD  
**LA LIGNÉE, TOME 1**  
Laurent Galandon,  
Olivier Berlion  
Bamboo / 9 euros

*La Lignée* est le premier tome d'une série de quatre albums mêlant fantastique, saga familiale et histoire. Dans la famille Brossard, les aînés sont victimes d'une malédiction qui les voit mourir l'année de leurs 33 ans. Le premier tome de l'histoire concerne le jeune Antonin, auquel un vieil oncle révèle en 1937 le terrible secret. Cette nouvelle ne l'empêche pas d'abandonner sa vie parisienne pour rejoindre les Républicains espagnols. Ce premier récit de la série est plutôt réussi et enlevé. Trois autres tomes suivent, avec à chaque fois un scénariste et un dessinateur différent, ce qui permet de donner à chaque album une touche différente. L'ensemble est donc conçu comme une série, avec un côté thriller, et il faut reconnaître qu'on s'y laisse prendre.

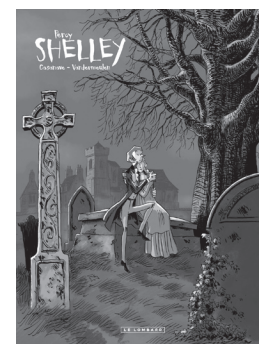
Sylvain Pattieu



BD  
**BÉKAME**  
Aurélien Ducouvray,  
Jeff Pourquié  
Futuropolis / 16,15 euros

*Békame* est une fiction qui s'inspire malheureusement du réel, et notamment du quotidien des centaines de sans-papiers bloqués dans le nord de la France, souhaitant passer en Angleterre sans succès, maltraités et humiliés par les autorités françaises. Bilel est un de ces immigrés dits clandestins, mais il se fait appeler Békame en référence à David Beckham, le célèbre footballeur. Il est décidé à tenter de retrouver son frère, qui a fait le voyage avant lui. L'ouvrage est un véritable roman noir en images. Le scénariste, photographe de presse et journaliste, s'est inspiré des récits de vie auxquels il a été confronté dans son travail. Il a choisi la fiction plutôt que le reportage, mais on retrouve dans son œuvre la même tension et la même émotion que dans le très beau film *Welcome*. À lire alors que la politique en matière d'immigration ne semble pas hélas près de changer radicalement.

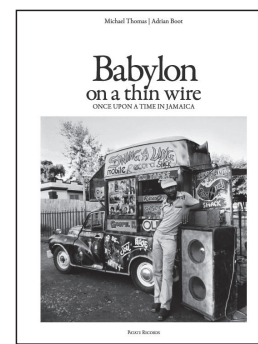
S.P.



BD  
**SHELLEY, TOME 1 : PERCY VANDERMEULEN, CASANAVE**  
Le Lombard / 14,99 euros

Le couple Shelley, c'est l'un des couples romanesques par excellence, un monument des lettres anglaises. Dans ce premier tome, c'est la jeunesse de Percy que nous découvrons. Issu d'un milieu très aisé, cet adolescent délégué adore la provocation. L'album s'ouvre d'ailleurs sur l'un de ses premiers faits d'arme, ou de plume pour être plus précis : l'envoi à tous les évêques du royaume d'Angleterre d'un traité exposant la nécessité de l'athéisme ! Ce qui lui vaut l'honneur d'être exclu de l'université d'Oxford. Le scénario de Vandermeulen, bien construit, est parfaitement servi par le dessin dynamique de Casanave qui, en adoptant une ligne claire un brin naïve, réduit la distance qui pourrait nous séparer de cet homme de lettres. Les deux auteurs nous campent un jeune Shelley virevoltant, iconoclaste, faisant fi de nombreuses convenances et parfois peu au fait des réalités matérielles. Un premier volume prometteur, vivement *Mary!*

Henri Clément



LIVRE  
**BABYLON ON A THIN WIRE - ONCE UPON A TIME IN JAMAICA**  
Adrian Boot / Michael Thomas  
Patate record

Un inestimable témoignage sur la Jamaïque des années 1970, porté par la plume argotique de Michael Thomas, journaliste et scénariste (dont le texte original en anglais est joint) et les superbes photos « sociales » d'Adrian Boots. La petite île de la Caraïbe traverse une période cauchemardesque, bien loin des espoirs engendrés en 1962 par l'indépendance. Le « socialisme démocratique » de Michael Manley sombre, dévoré vivant par la gangstérisation du politique avec les bandes armées qui se partagent Kingston en territoires hostiles où la misère croissante fournit à chaque camp des hordes de « gunmen » (hommes de main) qui font couler le sang. Le monde entier découvre le reggae, mais sur place les sound systems ne raisonnent plus de l'optimisme du ska ni du romantisme du rocksteady, mais d'un son « rockers » qui transpire le mysticisme apocalyptique pendant que Leroy Smart enregistre *Ballistic Affair*. Une vision bien loin des clichés sur la patrie de Bob Marley.

King Martov

## L'essai

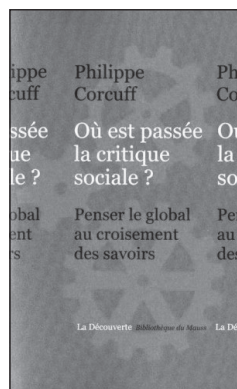
### OÙ EST PASSÉE LA CRITIQUE SOCIALE ?

### Penser le global au croisement des savoirs

PHILIPPE CORCUFF

ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE

320 pages  
24 euros



«Fragments d'un état des lieux de la critique sociale», «présumés et écueils des critiques sociologiques» et «cheminements pluriels de la critique sociale émancipatrice», sont les axes à partir desquels Philippe Corcuff, universitaire, militant altermondialiste, anticapitaliste et libertaire, s'interroge sur la critique sociale contemporaine.

Improprement, je dirais que ce livre est une invitation à une balade quand l'auteur nous entraîne dans son «livre-atelier» sur des «sentiers sociologiques, épistémologiques et transfrontaliers» en compagnie de Pierre Bourdieu, Eddy Mitchell, Jacques Rancière ou Al Pacino. Il ne s'agit pas pour lui de hiérarchiser ou de confondre les genres, mais de dire que les savoirs académiques et ordinaires, sociologie, philosophie, cinéma ou chanson, posent des questions, esquissent des réponses analogues à partir de leurs propres ressources en coopération, en correspondance.

Improprement, parce qu'il ne s'agit pas que d'errer ou de flâner (même avec délectation), mais de surfer sur les espaces des mises en tension comme celle posée par le couple émancipation/domination par exemple. Pour les militantEs que nous sommes, interpellés par les récents mouvements dits des Indignés, les révolutions arabes, ou empêtrés dans les contradictions de la difficile et longue gestation d'une gauche radicale, ce livre est un don pour «relancer la critique du capitalisme et l'émancipation au XXI<sup>e</sup> siècle». C'est un bouquet hérissé de sarisses parce que la pensée, les idées de Philippe Corcuff sont de celles qui égratignent en profondeur notre penchant paresseux pour l'orthodoxie. J'insère, en provocatrice, cette image quasi belliciste, quand la démarche s'oriente finalement vers une épistémologie de la fragilité.

Laurence Espinosa

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE  
27 rue Taine 75012 Paris / [www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)  
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43  
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

## EXPO «L'image sensible»: photographie, modernisme et féminisme

Jusqu'au 23 septembre, le Jeu de Paume permet de découvrir l'œuvre, jamais présentée à Paris auparavant, d'Eva Besnyö (1910-2003), photographe passionnée, à la fois éprise de son art et observatrice engagée des luttes et des drames de son temps.

À la liste des grands photographes venus de Hongrie, tels Kertész (1894-1985), Moholy-Nagy (1895-1946), Brassai (1899-1984) et Robert Capa (1913-1954), on pourra désormais ajouter le nom d'Eva Besnyö. Comme eux, elle n'eut d'autre recours que de s'expatrier pour développer librement son art, mais elle eut aussi à endurer les épreuves que lui réservaient sa qualité de femme, ses origines juives et ses idées d'extrême gauche. Issue d'une famille cultivée de Budapest qui favorisa ses études, elle s'échappa dès qu'elle put de son pays que le régime fascisant d'Horthy avait mis à l'école de Mussolini – en attendant Hitler –, et plutôt que Paris, qui lui semblait «romantique et démodé», elle gagna Berlin, attirée par sa liberté de mœurs, par son bouillonnement intellectuel et artistique, et surtout par le Bauhaus où avait enseigné Moholy-Nagy. Son admiration pour ce dernier et pour son livre *Peinture, Photographie, Film* (1925), les films soviétiques qu'elle put voir à Berlin entre 1930 et 1932 et la fréquentation d'intellectuels révolutionnaires comme ceux de la MASCH (École des travailleurs marxistes) l'engagèrent à réaliser des reportages sur des thèmes sociaux, les ouvriers du vaste chantier de l'Alexanderplatz, les habitants des environs du lac Balaton, les loisirs de la jeunesse berlinoise, etc., tout en persévérant sans cesse dans son souci de construction de l'image. Pas une de ces

photographies ne distinguent l'attention au choix des angles, la prise en compte des ombres et des reflets, la mise en valeur de tel ou tel détail. Quand les développements de l'antisémitisme nazi la forcèrent à quitter l'Allemagne pour gagner Amsterdam, ce furent ces engagements et la qualité de son travail photographique qui lui permirent de continuer à vivre, quoique chichement, de son art.

L'avant-garde néerlandaise qui l'accueillit comprenait des peintres, des cinéastes tel Joris Ivens, mais aussi des architectes, dans la lignée du groupe De Stijl et du constructivisme. Ainsi parvint-elle, ces années-là, à publier dans la presse aussi bien des photographies directement politiques, à l'instar du reportage qu'elle alla réaliser dans un bidonville de Budapest, que des images exaltant l'esthétique moderniste, comme ses vues consacrées aux constructions de Gerrit Rietveld et d'autres architectes novateurs. Membre de l'association des «photographes ouvriers», participante très active de l'exposition de 1936 *Les Olympiades sous la dictature*, elle joua également un rôle de premier plan dans la promotion et la reconnaissance de son art en tant que tel. Après l'occupation nazie, traversée dans la clandestinité et en aidant

à la confection de faux papiers, on la vit encore au côté d'associations coopératives ou ouvrières, mais elle acheva de marquer la profondeur de ses convictions en se mettant au service du mouvement féministe Dolle Mina, apparu en 1969 aux Pays-Bas, et non moins «moderniste» par son usage de la provocation, de l'ironie et du détournement d'image. «La photographie, une arme pour le féminisme», déclarait Besnyö en 1978 à un journal néerlandais. À preuve cette belle exposition.

Gilles Bounoure

Eva Besnyö, sans titre, 1976  
© Eva Besnyö / Maria Austria Instituut Amsterdam





RIJ

## Le Mexique en ébullition !

À quelques semaines des Rencontres internationales de jeunes (RIJ), nos camarades mexicains connaissent une forte mobilisation de la jeunesse.

Nos camarades participent à une expérience de nouveau parti anticapitaliste, l'Organisation politique du peuple et des travailleurs (OPT). Elle est née d'abord de la mobilisation des travailleuses et des travailleurs. Depuis plusieurs années, le gouvernement est aux prises avec le SME, le syndicat des électriciens, qui a mené tambour battant la résistance contre la privatisation de la compagnie publique d'électricité. Malgré sa défaite, elle a signé la persistance de la lutte sociale dans la société mexicaine. Face à une forte répression, contre le délitement et la résignation, le SME a cherché les moyens stratégiques de rebondir. En octobre 2010, Martín Esparza, son secrétaire général, a rendu publique devant plus de 50000 personnes la proposition du SME : ne pas limiter le combat aux questions syndicales dans les entreprises, mais construire une organisation politique des travailleurs. Plusieurs groupes d'extrême gauche, dont le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT, section mexicaine de la Quatrième Internationale) ont rejoint ce projet.



(PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO)

### La révolte de la jeunesse

2012 est une année d'élection présidentielle au Mexique aussi. Les conditions de dépôt d'une candidature sont très sévères. Par conséquent l'OPT ne pouvait pas présenter son propre candidat et a soutenu la campagne d'Andrés Manuel López Obrador («AMLO») malgré ses limites. Cette élection a pris un tournant totalement inattendu il y a quelques mois. Enrique Peña Nieto, candidat du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir pendant 70 ans, a voulu renforcer son image de «jeune candidat dynamique» en visitant une université bien cotée. Sa surprise a été grande quand il a été accueilli par les étudiants à coup d'insultes. Ne voulant pas y croire, il affirme que les protestataires n'étaient que des infiltrés, pas de vrais étudiants !

C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. 131 étudiantEs présentEs à son «accueil» ont posté sur internet des photos ou vidéos, carte d'étudiantE en main, pour montrer que la contestation bien réelle touchait même les étudiants de cette grande université. Le mot d'ordre «Je suis le 132» («Yo soy 132») a réuni les opposantEs et fait boule de neige. Depuis, des manifestations très massives ont lieu contre le PRI, contre le système électoral, médiatique et politique. L'élection de Peña Nieto n'a pas stoppé ce mouvement, bien au contraire. Il continue, s'organise pour prouver que seules la fraude (plus de votes pour le candidat que de votants dans le bureau de vote...) et la corruption ont permis au PRI de gagner. Ce mouvement fédère des luttes différentes et des stratégies diverses, mais une chose est sûre : la jeunesse refuse de

regarder passer les trains de la politique, de se faire emmener dans le mur du capitalisme néolibéral et militariste représenté par le PRI. **Caroline, secteur jeune du NPA** (lire aussi p. 5)

Vous aussi vous voulez en savoir plus ? Chaque année, des militants du PRT participent aux RIJ, alors rendez-vous du 31 juillet au 5 août à Besalu, près de Barcelone dans l'État espagnol (inscriptions par mail à [contact-jeunes@npa2009.org](mailto:contact-jeunes@npa2009.org)).

À voir :

- Appel du mouvement à la solidarité internationale : <http://www.youtube.com/watch?v=kSjuTmYihWQ>  
- Images de manif du 2 juillet : <http://www.youtube.com/watch?v=Bx4e9objtcE&feature=related>  
et du 7 juillet : <http://www.youtube.com/watch?v=wuwJqx562L8&feature=related>

## RUSSIE Mettre fin à la vague de répression contre l'opposition

Les opposantEs à Vladimir Poutine appellent à une journée internationale d'actions le 26 juillet.

La manifestation qui a eu lieu le 6 mai 2012 à Moscou a été l'une des plus massives et des plus offensives que l'on ait vue depuis le début de cette période de contestation. Des dizaines de milliers de personnes ont envahi la capitale en dépit de la pression exercée par les autorités et de la baisse de moral qui a suivi la «victoire» de Vladimir Poutine à l'élection présidentielle en mars. L'action du 6 mai a montré que la vague de contestation qui a commencé en décembre ne faiblit pas. Elle connaît même un nouveau départ et se dote d'une ligne plus radicale et décidée.

Sur ordre de sa hiérarchie, la police moscovite a provoqué de vives altercations, grâce notamment à l'aide d'agents infiltrés. Au cours de cette manifestation autorisée et pacifique, plus de 500 personnes ont été arrêtées et un nombre plus important encore a reçu des coups.

Un grand nombre de photos, de vidéos, de récits de témoins et de certificats médicaux confirment que les policiers ont agi dans l'illégalité. Cependant, bien que de nombreux citoyens et défenseurs des droits humains se soient adressés au Parquet général de Russie ainsi qu'à la Commission d'enquête, aucune inculpation pour abus de pouvoir de la part des collaborateurs de la police ou pour entrave au déroulement d'un événement de

masse autorisé n'a été prononcée.

Les autorités ont très bien su user des événements du 6 mai pour lancer une campagne de répression et de criminalisation sans précédent à l'égard de l'opposition. Au cours des mois de mai-juin, douze personnes ont été inculpées pour «troubles à l'ordre public» et deux autres ont été mises en examen. Tous tombent sous le coup de l'article 212 du code pénal («troubles à l'ordre public») ou bien sous celui de l'article 318 («usage de la force contre un représentant de l'ordre»).

De nombreux activistes, parmi lesquels deux figures célèbres de l'opposition en Russie, Sergéï Oudaltsov et Alekseï Navalnyi, ont été invités à des interrogatoires en qualité de témoins (et comme nous l'avons appris la pratique de la police russe, on tombe de cette catégorie dans celle des accusés assez facilement).

Il ne fait déjà plus aucun doute que les autorités sont en train de monter l'affaire politique la plus importante de ces dernières années. Selon les informations obtenues de la Commission d'enquête du Parquet général, 160 témoins participent à l'enquête et plus de 1250 personnes ont déjà été interrogées dans le cadre des inculpations.

Le nombre de personnes arrêtées ou en passe de l'être pourrait atteindre quelques centaines selon certaines estimations.

Seules des actions solidaires réunissant des milliers de sympathisants à travers le monde peuvent aider à contrer un tel développement des événements.

À Moscou, le Comité 6 Mai a d'ores et déjà commencé ses travaux. Il s'agit d'une initiative citoyenne qui exige la fin de ces inculpations honteuses ainsi que celle de la répression. Les membres actifs du Comité 6 mai – qui représentent différentes organisations politiques, civiques et de défense des droits humains – entretiennent des contacts permanents avec les avocats des accusés, mènent une campagne d'information et organisent des actions contre la répression policière. Nous nous adressons aux organisations politiques et de défense des droits humains du monde entier. De votre solidarité et de votre volonté à agir ne dépend pas seulement le destin de dizaines de manifestants non coupables qui se trouvent en prison ou qui s'y trouveront bientôt. L'avenir du nouveau mouvement de contestation en Russie dépend de notre capacité à faire reculer l'attaque répressive des autorités.

Notre force est dans la solidarité !

**Correspondant**

Traduit du russe par Charlotte Fichet

## Discussion avec Lutte ouvrière

Une rencontre a eu lieu entre nos deux organisations vendredi 29 juin, à l'initiative du NPA. La délégation de Lutte ouvrière était conduite par Nathalie Artaud et celle du NPA par Olivier Besancenot. En dehors de la traditionnelle fête de LO, c'est la première fois depuis plusieurs années que nous essayons de reprendre le fil de la discussion entre nos deux courants. Cela a d'abord été l'occasion de faire le bilan de nos campagnes respectives et d'avoir un échange sur la situation comme sur nos perspectives.

Des points d'accord évidents nous unissent : appréciation commune sur l'aggravation de la crise et la politique que mène déjà le gouvernement Hollande, comme sur le fait que le Front de Gauche ne se situe nullement dans l'opposition à ce gouvernement ; nécessité de faire converger les luttes pour améliorer le rapport de forces et pour cela, mener une politique indépendante des directions syndicales qui choisissent de s'inscrire dans la logique du «dialogue social».

La divergence porte davantage sur la manière de construire ce rapport de forces et le rôle d'une politique unitaire, forcément un peu volontariste, au-delà de l'effort traditionnel et toujours indispensable d'implantation de nos organisations. Une politique pour les luttes où l'on cherche à entraîner les équipes militantes qui veulent combattre l'austérité de gauche. Autant la distinction entre réformistes et révolutionnaires reste totalement pertinente lorsqu'il s'agit de construire un parti, autant elle ne peut pas être un obstacle a priori lorsqu'il s'agit de frapper ensemble, tout en marchant séparément.

En conclusion, le NPA a fait deux propositions concrètes aux camarades de Lutte ouvrière : décider ensemble une rencontre des camarades du secteur automobile, pour voir comment nous pourrions coordonner nos efforts pour faire converger les luttes contre les licenciements ; nous revoir à la rentrée, après les travaux de notre réunion nationale, pour examiner ce que nous pourrions faire dans la période qui vient sans avoir besoin de gommer nos différences.

**Jean-François Cabral**

## Communiqué de la Société Louise-Michel

Samedi 30 juin, les adhérents de la SLM se sont réunis en assemblée générale. Ils ont complété les statuts et renouvelé le conseil d'administration. Un nouveau bureau a ensuite été élu. Philippe Pignarre a été élu président. Plusieurs mesures ont été prises pour améliorer le fonctionnement et l'audience de la Société. Ainsi a-t-il été décidé qu'une Lettre des adhérents sera publiée à partir de la rentrée. Le programme des interventions à l'université d'été du NPA – où la SLM est invitée – a été arrêté. Une première approche du programme des manifestations 2012-2013 a été présentée. La cotisation annuelle a été fixée à 50 euros (ou plus, et 10 euros pour les faibles revenus). La cotisation de 50 euros donnera droit à l'envoi en avant-première de *Daniel Bensaïd l'intempestif*, ouvrage collectif à paraître à La Découverte à la rentrée.

Pour toute prise de contact : [lasocietelouisemichel@gmail.com](mailto:lasocietelouisemichel@gmail.com)





La majorité des camarades de la GA a décidé de quitter le NPA et de rejoindre le Front de Gauche. Leur résolution a obtenu, dans les 92 AG préparatoires, 22,25% des voix, mais des camarades qui ont voté pour cette orientation ne quitteront pas le NPA ; d'autres encore n'iront pas au Front de Gauche. Nous regrettons le départ de ces camarades, ils se trompent. Près de 80% des militantes et militants ont refusé ce choix. Parmi elles et eux, la plateforme F recueille 39,72% des voix, la I 23,04% des voix, la E 6,4%, la H 5,38%. Des plateformes locales ont recueilli 3,21% des voix. Les 254 délégués se répartissaient de la manière suivante : position F 102 délégués, I 59, G 57, la E 16 et H 13 et 7 délégués sur des plateformes locales.

À l'issue des débats, le texte proposé par la position F a été majoritaire, avec 112 voix, le texte I a recueilli 60 voix, le texte G 59, le texte E 20 et le texte H 18. La motion dite « démarche pour une refondation » a recueilli 93 voix, 28 contre, 43 abstention alors que 83 délégués n'ont pas participé au vote. Ce vote exprime un large intérêt à propos des questions ayant trait au fonctionnement de notre parti mais aussi le souci de prendre le temps d'élaborer collectivement des réponses. Un large accord s'est exprimé dans le parti dans l'objectif de poursuivre et de relancer notre projet de rassemblement des anticapitalistes et pour refuser de rejoindre le Front de Gauche. Des différences se sont exprimées sur la politique à mener en direction du Front de Gauche et sur la perspective de construire une opposition de gauche au gouvernement Hollande-Ayrault. Elles n'ont pas permis que sorte de cette CN une déclaration de rassemblement. Le débat continue, cette CN donne en effet le coup d'envoi du congrès qui doit se tenir début décembre. Une nouvelle phase de construction du NPA commence. Cela exige des bilans, des discussions sur notre projet et les moyens de surmonter nos faiblesses politiques, organisationnelles, démocratiques et de direction. Un chantier s'ouvre à partir des comités, sans préalables de tendances, pour élaborer ensemble les voies et moyens de relancer une dynamique à la hauteur de notre projet. **YL**

## PLATEFORME E **Malgré le départ de la GA, la direction maintient l'idée d'un « front avec le Front » et refuse de donner priorité à la lutte des classes**

La CN n'a pas résolu la crise du parti. Les débats ont été bâclés, réduits en bonne partie à la question du FdG, alors que la situation politique et de nombreuses contributions exigeaient qu'on discute des moyens de relancer le NPA, de son orientation en général, de son fonctionnement et de la façon d'aborder la rentrée.

La GA part certes au FdG, mais la direction mise en place l'an dernier pour la présidentielle a explosé. La majorité de cette direction (plateforme F), qui a recueilli 39,7% des voix pour l'élection des délégués, n'a obtenu lors de la CN qu'une majorité artificielle de 8 voix (sur 216 exprimées), due au jeu du vote « non contradictoire » qui a permis à des délégués GA, voire I, de voter pour la plateforme F en plus de la leur. La F, qui prétendait rassembler le parti, n'a même pas essayé de trouver un accord avec les camarades de la I, qui avaient pourtant dirigé le parti avec elle depuis un an et dont la plateforme ne consistait qu'en deux amendements à la sienne. Son but était de reprendre le contrôle de la direction qu'elle avait dû partager avec sa gauche. Elle a mis un coup de barre à droite pour s'allier avec les membres restants de la GA sur l'objectif d'un front politique avec le FdG sous

prétexte d'une « opposition de gauche » à Hollande. C'est donc reparti pour une tentative d'alliance avec les réformistes, malgré l'impasse de 2009-2011, au lieu de construire le NPA par en bas. Les camarades de la I n'ont pas su rompre à temps et engager le combat contre cette ligne opportuniste. Avant la CN, au lieu d'une vraie plateforme alternative, que nous proposons à toute la gauche du parti, ils ont poursuivi leur démarche habituelle de compromis sur la base d'un texte flou, jusqu'à ce que la direction leur refuse deux ultimes amendements (clarification partielle sur le FdG et priorité aux luttes). Or ces amendements ne suffisaient pas à faire une orientation et cette démarche a non seulement entraîné la séparation de la Fraction Étincelle (plateforme H), mais aussi cautionné la restriction des débats à la question du FdG, entravant les discussions de fond, y compris sur la façon d'intervenir dans les luttes. Finalement, leur texte de rassemblement minimal à la CN, bien qu'il maintienne l'objectif faux d'une « opposition de gauche », s'est heurté au refus de la F.

Néanmoins, les camarades de la I ont maintenu le contenu de leurs deux amendements et, face à l'arrogance de la F, élaboré avec la H un projet de déclaration qui affirme une totale

indépendance à l'égard du FdG, fixe l'objectif de s'implanter dans les lieux de travail, propose une campagne contre les licenciements et des mots d'ordre justes. Nous avons annoncé que, tout en défendant notre plateforme E, nous poursuivions inlassablement notre combat pour rassembler la gauche du parti autour d'éléments d'orientation. Nous avons donc proposé des amendements à ce texte, notamment l'exigence de réquisition sous contrôle des travailleurs des entreprises qui licencient et la convergence de nos mots d'ordre sur la nécessité d'un gouvernement des travailleurs. Ces amendements ont été acceptés : bien que le texte final I-H-E ne soit ni assez clair sur le programme, ni assez concret pour les luttes, nous l'avons voté car c'est un important pas en avant. Il a obtenu 89 voix, 38,8%. Il faut maintenant que toutes celles et ceux qui approuvent cette orientation la mettent en œuvre, ensemble.

La direction a imposé cette CN pour préparer le congrès en position de force ; ses résultats indiquent clairement à toute la gauche du parti ce qui lui reste à faire. Les discussions de fond doivent s'ouvrir enfin sur le bilan du NPA, le programme et la stratégie.

**Délégation de la plateforme E**

## PLATEFORME F **Rassembler les anticapitalistes, toujours à l'ordre du jour**

Nous regrettons la décision de la majorité des camarades de la Gauche anticapitaliste de rejoindre le Front de Gauche. Nous avons combattu cette orientation et nous regrettons ce choix que nous considérons comme une erreur préjudiciable aux anticapitalistes. Ces camarades feront leur expérience, nous continuerons à débattre et agir avec eux, à confronter les expériences et bilans. Mais nous savons que leur prétention à influencer le Front de Gauche de l'intérieur est vaine. Pour peser sur les militants les plus combattifs du Front de Gauche, ses courants anticapitalistes, exercer notre influence politique, il faut nous en donner les moyens en gardant notre pleine indépendance.

Les discussions tant dans les AG préparatoires que lors de la CN font apparaître une large volonté de rassemblement sans être prisonnier des clivages de tendances pour sortir d'une longue lutte interne qui a considérablement affaibli notre mouvement. Les réunions de commissions durant la CN ont permis de riches échanges croisés.

Les camarades qui se sont retrouvés dans la démarche de rassemblement initiée par la plateforme F ont essayé de renforcer cette politique, de l'élargir à partir des discussions dans les AG.

Malheureusement, et paradoxe de la CN, cette volonté s'est heurtée aux choix politiques des camarades de la plateforme I, choix qu'ils avaient annoncé dans leur tribune du numéro précédent de Tean. Pour eux, il n'était plus question de travailler avec nous au rassemblement à partir de la matrice commune des textes F et I. Ils s'en sont dégagés pour rechercher à rassembler non le parti mais les tendances minoritaires, la H et la E. Ils ont donc repoussé nos propositions de rédiger une déclaration à partir de notre matrice commune et de leurs amendements pour en rédiger une avec la H et la E. Cette déclaration vide la question de l'opposition de gauche de tout contenu en particulier à l'égard du Front de Gauche vis-à-vis duquel il ne serait plus possible d'avoir une politique spécifique. Elle a servi à construire un attelage hétéroclite avec les minorités. De même nos camarades de la I ont proposé un texte court qui prétend lui aussi rassembler mais en fait s'adresse aux mêmes et dont deux versions ont été votées : l'une sans la mention d'opposition de gauche, l'autre avec ! La plupart des camarades de la I ont voté les deux versions !

Pour rassembler il est nécessaire de garder sa propre cohérence. Nous regrettons ce volte-face. Cela dit, notre texte est majoritaire, il recueille 112 voix, 104 contre sur 251 votants sur

ce texte, soit 51,85% des exprimés et 44,62% des votants. Ce vote amplifie les votes des AG d'autant que les votes pour le texte I qui reprend, sur l'essentiel, la même orientation, vont dans le même sens. Une nette majorité se retrouve ainsi dans la démarche définie par les deux textes : la nécessité d'un parti anticapitaliste indépendant capable de se donner les moyens de prendre des initiatives pour aider aux luttes tout en travaillant à la plus large unité et en militant pour construire une opposition de gauche au gouvernement Ayrault-Hollande. C'est ce fait politique essentiel que nous retiendrons, au-delà des hésitations et faux pas, pour continuer à rassembler au-delà des tendances actuelles en faisant vivre la démocratie.

Cette CN ouvre la discussion pour le congrès sur le bilan du NPA, la période, notre orientation et nos priorités ainsi que sur les questions de fonctionnement et de démocratie dont la vote majoritaire pour la motion « Démarche pour une refondation » souligne la place importante dans les préoccupations des camarades.

Le débat est ouvert, l'Université d'été en sera la prochaine étape pour contribuer à donner un second souffle au NPA...

## PLATEFORME G **Déclaration de la Gauche anticapitaliste**

Conformément à la décision prise le 13 mai, la Gauche anticapitaliste a mené des discussions avec le Front de Gauche pour « vérifier les possibilités et réunir les conditions de son intégration » en son sein.

Aujourd'hui, la Gauche anticapitaliste constate que la condition politique qu'elle posait, à savoir le refus de participer au gouvernement Hollande et de soutenir sa politique, est remplie. De son côté la réponse du Front de Gauche est positive.

Sur la base de ces vérifications, en fonction des considérants

politiques contenus dans la résolution adoptée à sa réunion nationale des 12 et 13 mai et dans la résolution proposée au NPA dans le cadre de sa CN, la Gauche anticapitaliste décide, le NPA s'y étant refusé, d'engager elle-même cette démarche en tant qu'organisation indépendante.

Elle y œuvrera au regroupement des forces écosocialistes sur la base, notamment, du programme contenu dans le document « Nos réponses à la crise ». Elle s'inscrira favorablement dans les réflexions pour élargir et transformer le Front de Gauche.

Dans ce processus, la GA œuvrera au regroupement des forces politiques et équipes militantes anticapitalistes et écosocialistes. Afin de participer à l'élaboration plus précise du contenu de son orientation politique, ainsi que d'avancer dans sa structuration organisationnelle, la Gauche anticapitaliste appelle toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans cette orientation et cette démarche à la rejoindre.





## PLATEFORME H **Pour une nouvelle implantation du NPA dans les entreprises, quartiers populaires, universités et lycées**

Les orientations du gouvernement de Jean-Marc Ayrault et du quinquennat Hollande sont clairement affichées. Mis à part quelques réformes sociétales, droit de vote des immigrants aux élections municipales, égalité de droits pour les couples homosexuels, introduction d'une part de proportionnelle aux élections législatives, qu'il reste encore à inscrire dans la loi, le président et le gouvernement PS entendent consacrer tous leurs efforts à sortir le capitalisme de la crise, autrement dit à la faire payer au monde du travail. Leur politique est dans la stricte continuité de celle de leurs prédécesseurs, le symbole en étant le maintien intégral du plan de ces derniers pour réduire le déficit budgétaire et la dette jusqu'en 2017.

Dans une situation de crise qui sert de prétexte à une offensive redoublée des capitalistes, et au gouvernement à couvrir cette offensive de son autorité, le NPA affirme son opposition radicale et intransigeante au gouvernement Hollande-Ayrault. Mais quelles implications concrètes ?

Le gouvernement et son ministère du Redressement productif n'ont ni les remèdes ni même la volonté de remédier à la vague de licenciements qui déferlent dans le privé. Cela demanderait de s'attaquer aux profits et à la propriété capitalistes. Bien plus Ayrault orchestre lui-même cette politique par le maintien sinon l'accélération des suppressions de postes dans le public. Et la pression du chômage, la ponction des revenus nécessaire à redresser le budget et payer la dette, ne peuvent qu'aboutir à une baisse réelle des salaires.

Les militants du NPA doivent se battre sur tous les fronts où ils interviennent, avec les alliés qu'ils trouveront pour le faire. Mais

dès maintenant, le parti doit engager une campagne prioritaire sur les préoccupations essentielles actuelles du monde du travail : l'emploi et les salaires, pensions et allocations, préoccupations dont on peut prévoir qu'elles seront les motivations et les objectifs principaux d'une éventuelle mobilisation d'ensemble dans cette période de crise.

Cette campagne peut se faire autour des axes et mots d'ordre du plan d'urgence anticapitaliste déjà mis en avant, entre autres dans les dernières campagnes électorales. Elle doit être liée à l'intervention des militants du NPA dans les luttes, qui vise à sortir de l'éparpillement entreprise par entreprise et convaincre les travailleurs en lutte de s'adresser aux autres travailleurs concernés. Car si actuellement le secteur automobile est sur le devant de la scène, pas une branche d'activité n'est épargnée et de nombreuses réactions sont prévisibles.

Le NPA doit s'affirmer prêt à mener cette campagne avec toutes les organisations, politiques, syndicales et associatives qui disent défendre les intérêts des classes populaires. Mais il ne doit pas attendre leur accord, pas plus que l'unité d'action qu'il leur propose, pour l'entamer.

Pour que cette campagne ne reste pas sur le papier, il faut que le parti en fasse réellement sa priorité, que la direction l'impulse et la centralise, que tous ses militants, pas seulement ceux d'entreprise, contribuent à cet effort, que celui-ci ne se résume pas à une éphémère apparition mais vise à une implantation durable dans les milieux populaires et notamment les lieux de travail.

**Aurélien (75), Zara (93)**

## PLATEFORME I **Pour sortir de la crise interne : il est temps de tourner le parti vers l'action !**

La CN est donc passée. Chaque comité en tirera ses enseignements et ses bilans, mais une chose est sûre cette CN n'aura pas reflété le vote des comités. Alors que les comités avaient majoritairement – et pas à huit voix près – voté pour les deux amendements de la plateforme I, les délégués de la CN les ont massivement rejetés.

Alors que les comités ont majoritairement rappelé que nos désaccords avec le Front de Gauche n'étaient pas que conjoncturels mais bien pratiques, programmatiques et stratégiques, les délégués ont massivement dit le contraire. Alors qu'une majorité de camarades ont voulu indiquer dans leurs comités qu'il était temps de prioriser nos interventions et de subordonner les élections à nos priorités de construction et de mobilisation, le choix des délégués a été de remettre cette discussion à plus tard. Il s'agit d'un grave problème que nous avons été les seuls à relever. Preuve s'il en était que les questions de fonctionnement ne peuvent être déconnectées des questions d'orientations.

Désormais, les camarades de la F tordent la réalité en affirmant qu'une orientation majoritaire solide est ressortie de ce week-end. Ils prennent appui sur huit voix de plus en faveur de leur texte lors du vote non contradictoire. Mais ils oublient au passage que le projet de résolution pour une campagne à la rentrée, que nous avons soumis au vote, n'a été rejeté qu'avec les voix de la quasi-intégralité des 57 délégués de la GA. C'est-à-dire grâce aux voix de camarades qui ne seront plus au NPA pour appliquer cette campagne, mais qui ont voulu peser contre avant de partir.

Cette CN n'a donc pas résolu la crise de direction et d'orientation du NPA. Aucune orientation n'en ressort clairement majoritaire. Et ce ne sont pas des artifices qui y changeront quelque chose. Que faire alors ? Tout au long de la CN, notre choix a été de donner un contenu au nécessaire rassemblement en proposant une

orientation au travers d'une campagne de rentrée. Nous regrettons que les délégués de la F n'aient pas voulu participer à cette démarche qui, par divers amendements, a rassemblé les délégués de la E, H et I. Cette démarche, nous le savons, est bien plus largement partagée dans le parti.

Il s'agit donc de lancer le parti dans une campagne contre les mesures d'austérité, pour répondre aux préoccupations essentielles du monde du travail : emploi, salaires, pensions et allocations. Cette campagne peut se faire autour des axes et mots d'ordres d'un plan d'urgence anticapitaliste : interdiction des licenciements et suppressions de postes dans le privé et le public, augmentation immédiate des salaires, pensions et allocations sociales, contrôle des salariés et de la population sur les comptes, réquisition sous contrôle des travailleurs dans les entreprises qui ferment ou licencient.

Cela implique que le parti en fasse sa priorité, que la direction l'impulse et la centralise, que toutes ses militantEs, pas seulement celles et ceux d'entreprise, contribuent à cet effort, que celui-ci vise à une implantation durable dans les milieux populaires et notamment les lieux de travail. Pour pouvoir avancer dans cette direction, la coordination des militants d'un même secteur ainsi que l'élaboration d'une politique dans les secteurs en question est une étape indispensable. Cela suppose la sortie d'un matériel spécifique : tracts, affiches et un planning de réunions publiques. C'est en tournant le parti vers l'action que nous sortirons de la crise actuelle et qu'une majorité de direction verra le jour.

**Antoine Larrache, Armelle Pertus, Gaël Quirante, Jean-Baptiste Pelé, Jean-François Cabral, Marie-Hélène Duverger, Mathilde Stein**



### S'abonner à Tout est à nous !

#### Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

#### Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)  
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

#### Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)  
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

**ORGANISME CRÉANCIER :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel  
et de communication (NSPAC)  
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex  
Numéro spécial d'émetteur : 554755

#### Titulaire du compte

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....  
Ville : .....  
Mail : .....

#### Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT : ..... CODE GUICHET : .....

N° DE COMPTE : .....

CLÉ RIB : .....

Date : .....

Signature : .....

#### Établissement teneur du compte

Banque : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....  
Ville : .....

**Par chèque**, à l'ordre de : NSPAC  
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

#### FRANCE ET DOM-TOM

##### Tarif standard

- Hebdo  6 mois  1 an  
**28 euros** **56 euros**
- Mensuel  6 mois  1 an  
**22 euros** **44 euros**
- Hebdo + Mensuel  6 mois  1 an  
**50 euros** **100 euros**

##### Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo  6 mois  1 an  
**20 euros** **40 euros**
- Hebdo + Mensuel  6 mois  1 an  
**38 euros** **76 euros**

#### ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31  
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org





**3 Suisses, les femmes résistent.** C'est le 29 novembre que le conseil des prud'hommes rendra sa décision sur le licenciement de 149 salariées de la société 3 Suisses. Le groupe 3 Suisses International a fermé ses 35 espaces boutiques consacrés au service avant et après-vente, dans le cadre d'un plan dit de « modernisation ». Les plans de licenciement qui ont suivi visent principalement des femmes, lesquelles mènent depuis lors une lutte exemplaire. Elles ont entamé une action judiciaire devant le conseil des prud'hommes, et la conciliation a eu lieu le 7 juin. Le 5 juillet, 68 salariées se sont retrouvées devant le tribunal de Roubaix pour contester le motif économique de leur licenciement. À cette occasion, la comptabilité du groupe auquel appartient l'entreprise 3 Suisses devrait être rendue publique. C'est ce qu'a exigé l'avocat des salariées afin de démontrer le caractère inique de ces licenciements, qui nous concernent toutes et tous.

**Grève à Monoprix**  
Un rassemblement de soutien aux grévistes d'un Monoprix de Paris a eu lieu, mardi 10 juillet, devant le TGI saisi en référé pour l'évacuation du magasin. Depuis lundi 25 juin, les grévistes occupent le magasin (deux d'entre eux y dorment la nuit), distribuent un tract aux clients du magasin et habitants du quartier, et sollicitent les aides militantes pour renforcer le blocage des trois entrées du magasin.

Les raisons de la grève tiennent au comportement de la directrice qui en plus de bafouer le droit du travail, prend un malin plaisir à humilier les salariées. D'après la CGT du magasin, une vingtaine de salariées ne sont pas remplacées, les caissières sont obligées de décaler leur pause pour boucher les trous, des pressions sont exercées continuellement pour les forcer à changer de poste... Sans compter l'ascenseur en panne depuis des mois qui n'est toujours pas réparé et les propos scandaleux tenus l'encontre des salariées. L'inspection du travail est déjà intervenue, il y a peu, à la suite de ses agissements contre les représentants du personnels. Une grève avait eu lieu en décembre 2011 à la suite de laquelle la directrice avait pris des engagements qu'elle n'a bien sûr pas tenus.

**Abandon des poursuites contre quatre étudiants de Paris 1.** Jeudi 12 juillet, quatre étudiants de Paris 1 sont convoqués en section disciplinaire pour divers motifs de violence. Ces étudiants, tous élus, ont été pourtant les victimes d'agressions physiques très graves. Trois d'entre eux, membres de SUD étudiant, étaient présents lors de l'attaque menée le 3 avril 2012 par plusieurs dizaines de militants du MET, mouvement d'extrême droite, dont certains se revendiquent même des Identitaires. Alors que ces étudiants ont été victimes de violences, tolérées par le corps de vigiles de l'université, ce sont eux qui

sont poursuivis ! Le 4<sup>e</sup> étudiant, syndiqué à l'Unef, a été agressé le 12 avril par ces mêmes vigiles, qui ont attaqué la réunion publique, organisée dans le cadre de l'élection présidentielle en la présence d'Alain Krivine, afin de l'empêcher de se tenir. Une de ses camarades a été grièvement blessée au genou après avoir été projetée au sol.

Pour l'arrêt des poursuites contre Arthur Beaud et les trois militants de SUD-Étudiant, pour la liberté d'expression et de militantisme, rendez-vous jeudi 12 juillet à 8h30 au Panthéon, pour un rassemblement, en présence d'Alain Krivine.

**Vigilance contre le projet de stockage de déchets nucléaires militaires.** Le nouveau commandant de la base de soutien du matériel (BSMAT), le lieutenant-colonel Godard, vient d'annoncer que le projet de stockage de déchets nucléaires militaires à Neuvy-Pailloux va être réétudié. Fidèle à sa méthode « avançons sans bruit », l'armée fait cette annonce en pleine période estivale espérant ainsi qu'elle passera inaperçue. Le dossier, dit le lieutenant-colonel Godard, sera « réexpliqué » aux habitants de l'Indre vraisemblablement vers Noël, là encore lors d'une période où les habitants peuvent avoir l'esprit ailleurs. C'est d'ailleurs en pleine préparation des fêtes de fin d'année que l'armée avait essayé de passer son projet l'an passé ! Outre la méthode, le fond reste le

même : on veut « donner des explications » aux habitants qui en fait auraient mal compris le projet ! Il faudra beaucoup de subtilité pour expliquer comment la nappe phréatique a pu se déplacer depuis le début de l'année et pourquoi le ministère de la Défense dans son document d'assistance à maîtrise d'ouvrage précise que les sensibilités classées fortes sont les points suivants : agriculture, nappes phréatiques, eaux (rivières), air ambiant... et pourquoi, s'il ne s'agit pas de nucléaire et si ce projet ne présente aucune dangerosité, le bureau d'études techniques doit-il avoir la qualification « locaux à risque de contamination nucléaire » ? Depuis la dernière tentative de faire de l'Indre une poubelle nucléaire, l'impact des dépôts de plomb, de l'incorporation du polonium 210 dans la chaîne alimentaire, des rejets de Krypton 85 ont été quantifiés. Le NPA appelle donc la population et tous les antinucléaires à une vigilance plus qu'accrue et à se mobiliser dès maintenant pour préparer la riposte : déchets nucléaires civils ou militaires ni dans l'Indre ni ailleurs ! La mobilisation a fait reculer l'armée une première fois... il faut continuer ce combat

sans concession pour le retrait pur et simple du projet de stockage de ces déchets.

**Victoire pour Gérard Filoche.** Le 3 juillet, la cour d'appel de Paris a déclarée irrecevable la plainte du comité d'entreprise Guinot contre l'inspecteur du travail Gérard Filoche, après huit ans de procédure. Gérard Filoche était poursuivi depuis 2004 par les patrons de Guinot parce que dans l'exercice de ses missions, il avait refusé par trois fois l'autorisation de licenciement d'une salariée protégée de retour de congé maternité. Ces patrons de Guinot avaient voulu à la place de leur CE (instance qui leur était acquise et ne fonctionnait pas) poursuivre Gérard Filoche d'abord pour « chantage » envers le CE puis, conseillés par le directeur général du travail, Jean Denis Combrexelle et le parquet, pour « entrave » au CE. La salariée a quant à elle engagé douze procédures qu'elle a toutes gagnées. Gérard Filoche avait été relaxé le 12 octobre 2011, mais les patrons de Guinot avaient fait appel. L'arrêt de la cour d'appel a repris l'argument de l'avocat selon lequel ce CE était une instance bidon.

## Le chiffre

# 10%

**C'est la nouvelle augmentation des tarifs du gaz que devrait appliquer GDF, et ce de manière rétroactive. En effet, le Conseil d'État vient d'annuler le décret pris par l'ancien gouvernement qui gelait les prix du gaz du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 2011. Cette décision intervient au moment où le gouvernement Ayrault a annoncé vouloir limiter la nouvelle augmentation à 2%, alors que GDF-Suez réclamait entre 4 et 5% supplémentaires. Une fois de plus la preuve est faite que les effets des privatisations sont non seulement des licenciements mais des hausses des prix pour les consommateurs.**

## SOLIDARITÉ avec le peuple syrien



Paris, le 7 juillet. Alors que se réunissait les « Amis du peuple syrien », une manifestation rassemblait plusieurs centaines de personnes pour que soit entendue la voix de ceux et celles qui résistent en Syrie à la barbarie de Assad. (MARCO)

## NO COMMENT

*Maintenant, je passe mes coups de téléphone moi-même. C'est intéressant d'ailleurs, car ça montre aussi ce qu'est la vie des Français.*

CLAUDE GUÉANT SUR  
FRANCE INTER, LE 5 JUILLET.

**TOUT est à nous !**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
**Rédaction :** 01 48 70 42 27  
**Diffusion :** 01 48 70 42 31  
**Administration :** 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex  
**Mail :** redaction@npa2009.org  
**Numéro ISSN :** 1969-8178  
**Commission paritaire :** 0414 P 11508  
**Tirage :** 6 500 exemplaires  
**Société éditrice :** Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)  
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
**Gérant et directeur de publication :**  
François Coustal  
**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®